

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Les méthodes de la Commune (*M. Auricedo*). — La Commune, révolution ouvrière (*Kéro*). — L'expérience de la Commune : l'Etat et la Révolution. Analyse de Marx (*N. Lénine*). — La dernière esclave (*Alexandra Kollontai*).

La journée internationale de la femme dans la prison tsariste (*K. Samoilova*). — La Forge rouge (*Serguiev*). — Après le scrutin (*René Reynaud*). — Témoignage au procès des communistes (*Henri Barbusse*). — Documents divers.

Les Méthodes de la Commune

L'auteur de cet article est un de nos amis de l'Enseignement, érudit et clairvoyant, qui est obligé de signer d'un pseudonyme en raison des rigueurs de la dictature administrative : il suffit en effet, dans le pays de la « guerre du droit », de prendre parti pour la Révolution pour que la révocation prive de son gagne-pain le professeur trop courageux.

C'est la nécessité qui obligea les communaux comme les révolutionnaires de 1793 à établir la dictature et la terreur. Les fédérés, de même que les sans-culottes, n'avaient aucune idée préconçue à ce sujet. Ils étaient disposés, suivant une formule célèbre, à « consommer la révolution par l'amour », et pleins d'illusion, ils entendaient faire bénéficier immédiatement leurs ennemis des principes qu'ils proclamaient.

La révolution bolchevique, dans ses débuts, est passée par la même phase, celle que Kamenév qualifie fort justement de « période des illusions roses et de la jeunesse sentimentale ». Elle faillit en mourir. Heureusement qu'elle s'est ressaisie à temps. La Commune n'a commencé à voir clair, à employer les méthodes dictatoriales et terroristes que lorsqu'il était trop tard : elle devait en mourir.

C'est ce que je vais tenter de montrer brièvement.

Au point de vue des méthodes employées, on peut diviser la Commune en trois périodes assez bien marquées : a) du 18 mars au 3 avril ; b) du 3 avril au 21 mai ; c) la semaine sanglante. De même que la première étape de la grande révolution fut pacifique et humaine, la première période de la Commune fut une période de sentimentalité humanitaire, qui n'était, comme dit Trozky, que « l'envers de la passivité révolutionnaire ».

Sans doute, les généraux bonapartistes, Lecomte et Clément Thomas furent exécutés le 18 mars, mais ce fait ne doit pas être mis au compte de la Commune. D'abord, la Commune n'était pas constituée à cette date. Puis ce furent des soldats de l'armée régulière qui commirent ces deux meurtres. Au surplus, le Comité Central de la Garde Nationale déclara, le 19 mars, qu'il était complètement étranger au sang versé. Il dégagea sa responsabilité, le 20 mars, dans le *Journal officiel* : « Nous le disons avec indignation : la boue sanglante dont on essaye de flétrir notre honneur est une ignoble infamie. Jamais un arrêt d'exécution n'a été signé par nous, jamais la garde nationale n'a pris part à l'exécution du crime ».

Dès le 19 mars, les choses s'orientent dans le sens de la conciliation. Le Comité Central déclare l'état de siège levé et le journal de Vallès propose le 21 des négociations « près des membres du pouvoir exécutif ». Le 24 mars, le même journal dit : « Pas un coup de

feu, pas une menace... Il faut de la conciliation... Disons-nous qu'une guerre civile perdrait la liberté et ferait l'affaire de quelques ambitieux qui n'hésiteraient (*sic*) pas à régner sur des cadavres. » Relatant la bagarre de la place Vendôme, le *Cri du Peuple* accuse la Réaction de « fomenter l'émeute, de pousser à l'insurrection, d'amener une dictature ».

Cette attitude conciliatrice, molle, timide des fédérés, contraste étrangement avec l'intransigeance hautaine, l'esprit de décision, l'énergie combative des Versaillais. Jules Favre s'écrie dans un discours célèbre : « Il faut combattre résolument l'émeute de cette tourbe impure ». L'amiral Saisset dit de son côté : « Appelons la province et marchons s'il le faut sur Paris ; il faut qu'on en finisse ». Pour répondre à ces provocations, la marche sur Versailles, l'offensive immédiate s'imposait ; elle pouvait être grosse de conséquences. Proposée dans les réunions publiques, notamment par le citoyen G. Hinart, elle fut repoussée par la majorité des citoyens qui entendait rejeter toute guerre civile.

Au reste, dès la première séance de la Commune, le 29 mars, l'abolition de la peine de mort fut demandée, et le doyen Beslay, l'un des fondateurs de l'Internationale, s'écria naïvement : « La République de 1793 était un soldat qui avait besoin de centraliser toutes les forces de la patrie ; la République de 1871 est un travailleur qui a souvent besoin de liberté pour féconder la paix. Paix et travail, voilà notre avenir ». Les paroles de Vermorel sont typiques : « Nous devons dominer nos ennemis par la force morale... Il ne faut pas toucher à la vie et à la liberté de l'individu ».

On ne peut mieux faire sentir la timidité et la mansuétude des Communards qu'en citant cette espèce de quatrain insérée complaisamment par Félix Pyat dans son journal :

Le gouvernement Thiérs a arrêté Blanqui,
Le gouvernement communal a relâché Chanzy,
Le gouvernement communal a relâché Langorion
Le gouvernement Thiérs a arrêté Gambon.

On lit d'ailleurs dans le *Journal officiel*, dirigé par Longuet, numéro du 30 mars : « L'antagonisme des classes a cessé d'être », et dans le numéro du 3 avril : « Désormais, toute discorde a disparu, parce que jamais il n'y eut aussi peu de haine et d'antagonisme sociaux ».

A partir du 3 avril, date de l'attaque des Versaillais, une évolution se dessine. Le meurtre de Flourens et de Duval, le massacre des prisonniers sur les ordres de Galliffet, pousse les Communeux dans la voie des menaces.

H. Bellenger, l'un des fédérés les plus clairvoyants, s'écrie dans *Le Vengeur*, ce même journal qui faisait parade quelques jours auparavant de la générosité communaliste :

« Nous allons rompre une bonne fois, je l'espère bien, avec la tradition magnanime et pitoyable du passé. Toujours à l'heure de ses triomphes, la Révolution a commis cette faute énorme de dédaigner ses adversaires. Au lieu d'écraser d'un coup de pied vigoureux la tête sifflante du reptile, elle l'a laissé ramper jusqu'à son trou, s'y refaire et revenir la mordre au talon... Pas de pitié... Il faut écheniller l'arbre, balayer le sol, nettoyer la place pour établir sur une base solide l'édifice glorieux de notre jeune Révolution ».

Le 3 avril, la Commune rend un « décret de menace ». Elle met le foutriquet Thiérs et ses ministres en accusation, elle séquestre leurs biens. Le 4, elle supprime trois journaux, elle fait arrêter Mgr Darbois et d'autres prêtres, elle fait perquisitionner chez les Jésuites, les Dominicains, les Lazaristes. Le 5, elle dit dans une proclamation : « Force nous sera d'user de représailles. Toujours généreux et juste, même dans sa colère, le peuple abhorre le sang comme il abhorre la guerre civile ; mais il a le devoir de se protéger contre les attentats sauvages de ses ennemis et quoi qu'il lui en coûte, il rendra œil pour œil, dent pour dent ». On note bien des réticences dans ces paroles. Toutefois, le même jour, la Commune faisait paraître un décret sur les otages. Il y était spécifié que toute personne prévenue de complicité avec le gouvernement de Versailles serait arrêtée et incarcérée ; qu'un jury d'accusation serait créé ; que tous les accusés retenus par le jury seraient considérés comme otages ; que tout communeux fusillé serait vengé par trois otages fusillés.

Ces décisions indiquent, en apparence, une orientation plus ferme de la Commune, un changement complet de méthodes. En réalité, la Commune continue à agir avec générosité et bienveillance. Elle n'appliqua pour ainsi dire pas le décret sur les otages. « Par une sorte d'accord tacite, dit Fiaux, on convint que ce décret ne serait point exécuté ». Les Versaillais continuèrent à fusiller et les otages furent sains et saufs.

Un fait qui prouve encore la sentimentalité persistante des fédérés et leur conscience embarrassée de scrupules philosophiques, c'est d'une part le brûlement de la guillotine, place Voltaire, le 6 avril et c'est, d'autre part, les commentaires des journaux communalistes sur cet événement.

Dans *Le Mot d'ordre*, Rochefort s'écrie, au moment où les Versaillais se montrent sans pitié : « Ce que nous voulons, ce n'est pas l'incendie de l'échafaud, c'est l'abolition de la peine de mort ». Dans *Le Vengeur* du 7 avril, la feuille de Félix Pyat, on met en relief le geste du peuple en soulignant que celui-ci « a horreur du sang ». Un peu plus tard, le 29

avril, Frankel, formulant devant le conseil fédéral de l'Internationale la politique des internationalistes dira: « Nous voulons affirmer le droit des ouvriers et ceci n'est possible que par la persuasion et la force morale ».

Mais, malgré les réserves, les scrupules, la superstition des idées *a priori*, à mesure que se déroule la logique de la lutte, la Commune s'engage dans la voie dictatoriale et terroriste.

Vers le 20 avril, Rastoul avait déclaré à la Commune qu'elle marchait vers la Dictature malgré tout ce qu'elle faisait pour l'éviter. La panique d'Issy fit le Comité de Salut Public.

Miot, le 28 avril, ne trouvant pas la Commission exécutive à la hauteur des circonstances demanda la constitution d'un Comité de Salut Public qui ne reculerait pas devant les mesures radicales et énergiques réclamées par la situation. Après une discussion qui dura trois jours, la création du Comité de Salut Public fut décidée par 45 voix contre 23.

Il y eut beaucoup de confusion dans le vote. Les raisons des opposants sont intéressantes à noter. Les uns trouvent que la proposition porte atteinte aux droits des membres de la Commune; les autres ne croient pas à l'efficacité du nouveau Comité; quelques-uns répudiaient les pastiches de la grande révolution; d'autres craignent la confusion des pouvoirs ou voient une atteinte à la souveraineté du peuple. Babik dit: « La Commune n'étant pas en danger, n'a pas besoin de Comité de Salut public ». Tous ces propos confirment le mot de Lissagaray: « La minorité ne voulut jamais comprendre que la Commune était une barricade. Quelques-uns portaient leurs principes en bouclier et n'eussent pas fait de concession même pour la victoire ».

En somme, à cette date de la mi-mai, une forte minorité, malgré la situation pleine de périls, s'oppose à des mesures énergiques ou se cramponne aux vieux principes démocratiques. Au moment où la guerre civile fait rage, Millière a beau écrire: « La Commune n'est pas une Assemblée Constituante, elle est un conseil de guerre », un certain nombre de ses membres reste empêtré dans le labyrinthe démocratique cependant que la majorité des autres prend timidement la route de la violence. Mais la dynamique révolutionnaire devait les pousser tous dans la voie des répressions.

Le 21 mai, les Versaillais faisaient leur entrée dans Paris. Sans pitié, ils fusillaient tous les Parisiens pris les armes à la main et les suspects. Alors, le 24, les premiers otages furent fusillés. Le 26, la foule exaspérée se jeta sur un convoi d'otages qui fut massacré. Varlin et Serrillier qui s'interposaient, faillirent

être lynchés. Sous l'empire de la nécessité, les révolutionnaires parisiens se dépouillaient donc de leur humanitarisme, de leur indécision généreuse. Ils répondaient par la terreur ouvrière à la sauvagerie bourgeoise. Mais il était trop tard.

Pour n'avoir pas voulu se plier à la loi terrible de la guerre sociale dès le début, pour avoir méconnu les exigences de la situation, par sensiblerie, indulgence, miséricorde, respect de la démocratie, les Communards devaient subir une Terreur blanche effroyable.

Les bourgeois se vengèrent de leur peur d'un jour. 20.000 prolétaires marquèrent de leur sang rouge comme leurs idées les pavés de la capitale, 3.000 moururent sur les pontons, en prison ou en exil, 70.000 furent jetés hors de France.

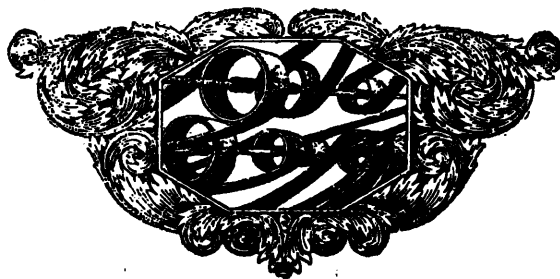
Vermesch, dans *Les Incendiaires* sut tirer la leçon tragique de la Commune. Evoquant dès août 1871, la révolution future et agitant le spectre de mai, il dit:

« Il ne s'agira plus alors, gueux hypocrites,
De fusiller obscurément
Quelques mouchards abjects, quelques obscurs jésuites,
Canonisés subitement;
Il ne s'agira plus de brûler trois bicoques
Pour défendre tout un quartier;
Plus d'hésitations louches! plus d'équivoques!
Bourgeois, tu mourras tout entier! »

Mais c'est surtout dans son avertissement des *Incendiaires* que Vermesch, commentant les fautes de la Commune sut condenser les arguments favorables à la thèse dictatoriale et terroriste. Reprenant le mot de Marat, il engage, il presse la classe ouvrière victorieuse de « donner le coup de boutoir » pour éviter des lendemains décevants. Et c'est bien là au fond, l'enseignement de la Commune.

Il ne suffit pas de vaincre, il faut savoir maintenir et étendre sa victoire: d'où la nécessité de la dictature prolétarienne.

M. AURICEDO.



La Commune, révolution ouvrière

La Commune était, par-dessus tout, un gouvernement de la classe ouvrière; le résultat de la lutte entre la classe qui produit et la classe qui s'approprie le produit de celle-ci; la forme politique, enfin trouvée, sans laquelle il était impossible de réaliser l'émancipation du travail

KARL MARX.

Il y a cinquante ans, le peuple ouvrier de Paris, exaspéré par les souffrances d'un long siège, par l'égoïsme et la sottise des politiciens bourgeois, par l'imprévoyance et la lâcheté des états-majors capitulards, poussé à bout par les mesures réactionnaires du gouvernement, entra en lutte ouverte contre Thiers, ses ministres et ses généraux, et affirmait la nécessité de balayer le régime et de rendre le prolétariat maître de ses destinées.

La Commune, plus encore que le mouvement de juin 1848, a été calomniée par les historiens officiels ; mais la postérité, confirmant le jugement que Marx formulait au moment même où la Commune agonisait, a reconnu que la Révolution du 18 mars était la première vraiment populaire de nos révolutions, la seule, jusqu'ici, qui ait tenté de donner une forme concrète à la République sociale. Le manifeste lancé le 18 mars par le Comité central de la Garde nationale, maître de Paris après la débandade gouvernementale, disait en effet : « Les prolétaires de Paris, au milieu des défaillances et des trahisons des classes dirigeantes, ont compris que l'heure était venue pour eux de sauver la situation et de prendre eux-mêmes en mains la direction des affaires. »

Thiers avait vu une menace directe et permanente contre la sécurité bourgeoise dans ce peuple parisien armé et organisé, dans cette Garde nationale de 200.000 hommes, bien encadrée, pourvue d'artillerie, dirigée par un Comité central qui, du jour au lendemain, pouvait tenir lieu de gouvernement. Paris, identifié avec sa Garde nationale, Paris, vaste fédération de citoyens-soldats, voilà le cauchemar de la bourgeoisie versaillaise, voilà l'unique obstacle au complot royaliste et réactionnaire qui se tramait dans l'entourage de Thiers.

Ce dernier envoi, le 18 mars, des régiments de ligne enlever l'artillerie de la Garde nationale; mais Paris résiste, les soldats fraternisent avec les ouvriers ; Thiers, par ruse autant que par lâcheté, prend la fuite, et les Parisiens sont maîtres de leur sort. *L'armement général du peuple, la complicité ou la neutralité de l'armée*, telles étaient les causes de cette rapide et facile victoire. Les mêmes causes, amenées non point fortuitement, mais produites par une propagande et une action tenaces, devaient, moins de quarante-sept ans plus tard, donner la victoire aux communistes de Pétrograd.

La légalité des deux pouvoirs qui allaient s'affronter était également discutable. L'Assemblée Nationale, exclusivement élue pour faire la paix, n'avait plus qu'à s'en aller. Mais, précisément, elle n'avait bâclé la paix que pour ne pas s'en aller et pour travailler à une restauration monarchique. Quant au Comité central, effrayé de son illégalité, il s'efforce d'agir en accord avec les maires et les députés de Paris pour amener Thiers à composition, puis s'empresse de convoquer les électeurs et

de transmettre à la Commune élue le 26 mars une partie de ses pouvoirs et ses responsabilités. Ce souci de légalité fit perdre un temps précieux et donna aux Versaillais la conviction qu'ils étaient assez forts pour ne pas pactiser avec l'émeute.

Mais bientôt, poussée à la guerre ouverte par l'intransigeance de Thiers, la Commune cesse de courir après la légalité et affirme de plus en plus son caractère révolutionnaire et prolétarien. Composée en majeure partie de travailleurs ou de représentants sincères et qualifiés du prolétariat, la Commune prend aussitôt les mesures les plus urgentes exigées par le bien-être et l'intérêt des ouvriers, en s'inspirant des suggestions fournies par les organisations ouvrières : elle liquide les Monts-de-Piété et les maisons de prêt, interdit les amendes et retenues sur les salaires, supprime le travail de nuit des ouvriers boulangers, décide la remise des loyers échus depuis octobre 1870, et surtout, par un décret d'une importance exceptionnelle, elle remet à des coopératives ouvrières la gestion des usines abandonnées par leurs propriétaires et lance le projet d'une confédération des associations ouvrières. Ces mesures immédiates étaient une menace claire et précise à l'exploitation du travail, au prélèvement capitaliste et à la propriété bourgeoise.

La Commune avait essayé de se définir dans un programme d'organisation nationale, programme confus et indécis, qui faisait de la commune autonome la cellule politique de l'Etat fédéraliste. Mais la rage déchainée dans la bourgeoisie par la Commune ne peut s'expliquer par le fait que Paris défendait les franchises municipales. Si Versailles s'acharna à l'extermination du gouvernement ouvrier de Paris, c'est parce que ce gouvernement rival annonçait la dislocation de l'ancien appareil de l'Etat bourgeois, en supprimant ses organes coercitifs : armée permanente, bureaucratie, magistrature, police, en abolissant les gros traitements, en soumettant à l'élection toutes les nominations aux emplois administratifs, en imposant aux élus un mandat court, impératif et révocable, taillant ainsi profondément dans le vieil ordre politique et social. La Commune voulait créer la forme concrète de cette République sociale, qui, en 1848, n'avait existé que dans le cœur des insurgés de juin ; elle déclarait que l'enjeu de la lutte, c'était l'émancipation du travail et la remise du pouvoir aux travailleurs. Bon gré, mal gré, la Commune créait de nouvelles formes politiques en harmonie avec la révolte du prolétariat.

Les élus du 26 mars ne se posaient pas en dictateurs : ils prétendaient au contraire rester un gouvernement essentiellement populaire. Mais en durant, la Commune aurait dû arriver aux mesures dictatoriales pour écraser la contre-révolution. Les mesures de rigueur apparurent d'abord comme réplique aux violences de la bourgeoisie. En fait, la Commune oscilla entre la démocratie et la dictature prolétarienne ; elle avait bien été élue au suffrage universel, mais au 26 mars, les éléments actifs de la bourgeoisie avaient fui et les élections avaient été dominées par la crainte qu'inspirait le prolétariat. En outre, la Commune, expression de la dictature de Paris sur le pays rural, était une assemblée *agissante*, cumulant les pouvoirs exécutif et législatif.

De par son caractère prolétarien, la Commune prenait aussi une signification internationale et symbolisait la solidarité universelle des travailleurs. Ce caractère, d'abord peu net, se dégagait au fur et à mesure du mouvement. Dans ses débuts, la Commune manifesta ses préoccupations patriotiques, mais elle admit les étrangers à siéger dans son sein et fit de l'ouvrier hongrois Fraenké son délégué au travail. Puis, pour montrer combien l'idée de la fraternité ouvrière était pour elle une réalité vivante, elle ordonnait le renversement de la colonne Vendôme, ce symbole de la haine entre les peuples.

**

L'attitude de la bourgeoisie fut ce qu'elle a été et ce qu'elle sera toujours, quand une révolte des déshérités menace ses privilèges : « la sauvagerie sans masque et la vengeance sans frein ». Thiers commence par déshonorer l'adversaire avant de le frapper, « Paris est à feu et à sang, les repris de justice de toutes les nations s'y sont donné rendez-vous pour le pillage », écrit-il à la province. « Jamais on ne vit visages plus ignobles », renchérit Picard, parlant des fédérés faits prisonniers. Aussi, c'est sans aucune passion que le vieux Beslay pouvait lancer à Thiers cette juste et flétrissante apostrophe : « L'asservissement du travail au capital a toujours été la pierre angulaire de votre politique, et du jour où vous avez vu la république du travail, vous n'avez pas cessé de crier à la France : ce sont des criminels ! »

Thiers appelle les Prussiens à son secours et il leur aurait livré Paris une deuxième fois si la Commune avait eu le dessus. Il obtient de Bismarck 40.000 hommes à lancer sur Paris, cet effectif est bientôt porté à 80.000, puis à 100.000 hommes. Qu'importe la patrie à ce patriote de classe ! Ce qu'il veut à tout prix, c'est noyer la rébellion ouvrière dans le sang. Périssent la France plutôt que de céder devant le prolétariat de Paris. Les bourgeois de 1918, fous de peur devant la révolution bolchevique, n'ont eu qu'à répéter la leçon apprise de leur maître : quand Trotsky leur proposait de travailler à la reconstitution militaire et financière de la Russie, les gouvernants alliés, avec du patriotisme plein la bouche, préférèrent voir mourir ce grand pays, plutôt que d'accorder aux bolcheviks une seule chance de consolider leur gouvernement prolétarien.

**

On a dit que la Commune fut inférieure à sa tâche, qu'elle n'a pas mené l'action qu'elle aurait pu exercer et que la classe ouvrière s'est montrée mal préparée à sa fonction gouvernementale. Mais l'étude comparée de la révolution russe et de la Commune montre qu'il n'a manqué à cette dernière qu'une chose essentielle : une direction unique et forte, imposée par des chefs d'accord sur le but et les moyens.

L'absence de Blanqui, séquestré par Thiers, a sans doute coûté la vie à la Commune. Les élus de Paris, quoique désintéressés, intelligents et énergiques, ne renoucent pas à leurs théories ; héroïques et braves, ils oublient pourtant qu'ils sont sur une barricade et non au Parlement.

La désorganisation était partout, par suite de la désertion ou de l'indifférence de la bourgeoisie. Or, il fallait assurer l'ordre public, le fonctionnement des grandes administrations, les services municipaux, nourrir 2 millions d'habitants, payer la garde nationale et pour cela faire surgir du peuple les capacités administratives et techniques. C'était une question de temps. Mais ce peuple qui devait tout voir, tout créer et tout apprendre,

devait aussi veiller aux remparts et verser son sang, qu'il ne marchandait pas.

Alors que les bolcheviks avaient prévu leur accession au pouvoir et qu'ils étaient allés sciemment au devant des événements, les prolétaires parisiens prirent le pouvoir à l'improviste et sans y être préparés. Déconcertés par un succès inattendu, timides devant l'opinion publique bourgeoise, les hommes du Comité Central s'égarèrent dans la voie de la légalité, des discussions, des compromis, ils ne comprirent pas l'urgente nécessité de se servir du pouvoir pour écraser la contre-révolution. Ils commirent surtout l'énorme faute de laisser fuir Thiers et son gouvernement le soir du 18 mars. Les hommes de la Commune comprirent — trop tard — l'impossibilité de la conciliation et l'obligation unique de remporter une victoire sur la bourgeoisie. Ils commirent aussi des fautes politiques, dont la plus lourde et la plus impardonnable fut l'immunité accordée à la Banque de France. Beslay, délégué à la Banque, s'en fit le gardien fidèle, persuadé, en bon proudhonien, que les prolétaires pourraient obtenir le crédit gratuit pour s'organiser en association.

Enfin les communards firent la guerre comme à regret et ne surent pas créer une direction régulière et centralisée de l'armée. Or, la Commune est morte d'une défaite militaire avant d'avoir affronté les difficultés économiques. La guerre civile est un attribut inévitable des révolutions ; une conduite plus énergique de cette guerre aurait procuré le répit indispensable pour organiser les ressources et les forces de Paris. Question de temps. Et comme on l'a dit : « Ce fut le temps qui manqua à la Commune ».

**

La fin tragique de la Commune provoqua la mort prématurée de l'Association internationale des travailleurs. Thiers, le défenseur de l'ordre en France et en Europe, dénonça l'Internationale comme la source de tous les désastres et de tous les désordres, comme le tyran du travail affectant d'en être le libérateur. Picard, digne précurseur des maîtres du Bloc national, donna l'ordre d'interdire les communications entre les adhérents français et leurs camarades étrangers. Les bourgeois d'alors, tout comme les nôtres, se représentaient l'Internationale comme une association clandestine, chargée d'ordonner de temps à autre des insurrections dans les divers pays.

Vaincue et piétinée sur le champ de bataille, la Commune resta vivante dans le cœur des masses ouvrières, pour qui elle incarnait le premier essai de domination de la classe prolétarienne, jusqu'au jour où la révolution soviétiste reprenait à la face du monde l'exemple et l'œuvre de la Commune et fondait la 3^e Internationale, où revivent les enseignements et les traditions de l'association internationale des travailleurs.

KERO.

Comité de la 3^e Internationale

Réunion Plénière

Jeudi 17 mars, à 20 h. 30, 49, rue de Bretagne, réunion plénière du Comité de la 3^e Internationale.
Ordre du jour : Les Coopératives.

Le Secrétaire :
René REYNAUD.

L'expérience de la Commune

L'Etat et la Révolution. — Analyse de Marx

A l'occasion du Cinquantenaire de la Commune de Paris, nous ne pouvions mieux faire que publier le chapitre consacré par Lénine à l'expérience de la Commune, dans son livre magistral : L'Etat et la Révolution. Dans ce chapitre, Lénine met en relief les enseignements tirés par Karl Marx de la première ten-

tative révolutionnaire prolétarienne. Il étudie également le phénomène de la disparition de l'Etat. L'ouvrage de Lénine, une des œuvres maîtresses de la littérature socialiste moderne, paraîtra très prochainement en librairie par les soins de la Bibliothèque Communiste.

I. — En quoi consiste l'héroïsme de la tentative des communards

On sait que quelques mois avant la Commune, en automne 1870, Marx mettait en garde les ouvriers de Paris, en démontrant que toute tentative pour renverser le Gouvernement serait une sottise dictée par le désespoir. Mais lorsque, en mars 1871, la bataille décisive fut engagée contre les ouvriers et que ceux-ci l'eurent acceptée, lorsque l'insurrection fut devenue un fait accompli, Marx salua avec enthousiasme la révolution prolétarienne. Malgré ses funestes pronostics, Marx ne s'entêta pas à condamner par pédantisme un mouvement « prématuré », comme le fit le renégat russe du marxisme Plekhanov, de triste mémoire, dont les écrits instigateurs encourageaient à la lutte les ouvriers et les paysans en novembre 1905 et qui, après décembre 1905, criait en vrai libéral : « Il ne fallait pas prendre les armes. »

Marx ne se contenta pas de s'enthousiasmer pour l'héroïsme des communards « montant à l'assaut du ciel », suivant son expression. Bien que le mouvement révolutionnaire des masses ait manqué son but, Marx y voyait une expérience historique d'une énorme importance, un pas en avant de la révolution prolétarienne universelle, une tentative pratique plus importante que des centaines de programmes et de raisonnements. Analyser cette expérience, y puiser des leçons de tactique et y éprouver sa théorie, voilà la tâche que s'imposa Marx.

L'unique « correction » que Marx jugea nécessaire d'apporter au *Manifeste Communiste*, il la fit d'après l'expérience révolutionnaire des Communards de Paris. La dernière préface de la nouvelle édition allemande du *Manifeste Communiste*, signée des deux auteurs, date du 24 juin 1872. Dans cette préface, les auteurs, Karl Marx et Fr. Engels, disent que le programme du *Manifeste Communiste* « est aujourd'hui vieilli par endroits ».

... « La Commune en particulier, continuent-ils, a prouvé que : la classe ouvrière ne peut pas simplement s'emparer d'une machine gouvernementale toute faite et la mettre en mouvement pour ses propres buts »...

Les derniers mots entre guillemets de cette cita-

tion sont empruntés par ses auteurs à l'ouvrage de Marx : *La guerre civile en France*.

Ainsi, Marx et Engels attribuaient à l'une des leçons fondamentales de la Commune une importance si colossale, qu'ils l'ont introduite comme correction essentielle dans le *Manifeste Communiste*.

Il est caractéristique au plus haut point que ce soit justement cette correction essentielle que les opportunistes ont dénaturée, et sans doute les neuf dixièmes, sinon les 99 centièmes des lecteurs du *Manifeste* n'en saisissent pas la portée. Nous nous étendrons sur cette déformation dans un des chapitres suivants, consacré spécialement aux déformations. Il suffira ici de faire remarquer l'« explication » courante, vulgaire, de la fameuse formule de Marx citée par nous : l'idée que Marx aurait soulignée ici est l'idée du développement lent par opposition à la conquête du pouvoir, etc...

En fait, c'est justement le contraire. L'idée de Marx est que la classe ouvrière doit « briser, détruire la machine d'Etat toute faite », et ne pas se borner à s'en rendre maîtresse.

Le 12 avril 1871, c'est-à-dire précisément pendant la Commune, Marx écrivait à Kugelman :

... « Si tu jettes un coup d'œil sur le dernier chapitre de mon *Dix-huit Brumaire*, tu verras comme je prédis la prochaine tentative de révolution française : ne pas changer de main la machine bureaucratique et militaire, comme cela s'est fait jusqueci, mais la briser (le mot en italique est de Marx ; *zerbrechen*, dans l'original) ; voilà précisément la condition préalable de toute révolution populaire efficace sur le continent. Et c'est justement en quoi consiste la tentative de nos héroïques camarades parisiens » (page 709 de la *Neue Zeit*, XX. I. 1901-1902. Les lettres de Marx à Kugelman ont été publiées en russe au moins en deux éditions, dont l'une revue et préfacée par moi).

Ces mots, « briser la machine d'Etat bureaucratique et militaire », renferment, en résumé, la grande leçon du marxisme à propos du rôle du prolétariat dans la révolution à l'égard de l'Etat. Et

c'est précisément cette leçon qu'on oublie complètement et que Kautsky dénature sans scrupule dans ses commentaires du marxisme !

Quant au renvoi de Marx au *Dix-huit Brumaire*, nous avons cité plus haut en entier le passage correspondant.

Dans le passage cité de Marx, deux endroits surtout sont à signaler. D'abord, il n'étend sa conclusion qu'au continent. Cela se comprenait en 1871, alors que l'Angleterre était encore le modèle du pays purement capitaliste, sans militarisme et jusqu'à un certain point sans bureaucratie. Voilà pourquoi Marx a exclu l'Angleterre, où la révolution et même la révolution populaire semblait et était possible alors sans la condition préalable de la destruction de la « machine gouvernementale toute faite ».

En 1917, à l'époque de la première guerre impérialiste, cette restriction de Marx tombe : l'Angleterre et l'Amérique, les plus grands et les derniers représentants dans le monde entier de la « liberté » anglo-saxonne par l'absence de militarisme et de bureaucratie, sont enlisées à fond dans le marais européen infect et sanglant des institutions bureaucratiques et militaires dans lesquelles tout est opprimé, tout est broyé. Actuellement, en Angleterre comme en Amérique, la « condition préalable de toute révolution vraiment populaire », c'est également la destruction de la machine d'Etat toute faite, perfectionnée de 1914 à 1917 d'après les principes de l'impérialisme européen.

Deuxièmement, ce qui mérite une attention particulière, c'est cette profonde remarque de Marx, que la destruction de la machine d'Etat bureaucratique et militaire est la « condition préalable de toute révolution vraiment populaire ». Cette expression de révolution « populaire » paraît surprenante dans la bouche de Marx, et les plékhanoviens russes et les menchéviks, disciples de Strouvé, désireux de passer pour marxistes, pourraient au fond traiter cette expression de « méprise ». Ils ont réduit le marxisme à une doctrine si piètrement libérale que, en dehors de l'antithèse : révolution bourgeoise et révolution prolétarienne, pour eux rien n'existe, et encore cette antithèse, ils la comprennent comme une motion tout à fait morte.

Si nous prenons comme exemple les révolutions

du xx^e siècle, il faut bien reconnaître que les révolutions portugaise et turque ont été des révolutions bourgeoises. Mais ni l'une ni l'autre n'ont été « populaires » ; la masse du peuple, en effet, en grande majorité, avec ses exigences propres économiques et politiques ne s'est fait sentir sensiblement ni dans l'une ni dans l'autre. Au contraire, la révolution bourgeoise russe de 1905-1907, sans avoir eu des succès aussi « brillants » que les révolutions portugaise et turque, a été, sans conteste, une révolution « bien populaire » ; ici, la masse du peuple, sa majorité, ses couches sociales inférieures, écrasées sous le joug de l'exploitation, se sont soulevées spontanément et ont empreint tout le cours de la révolution du cachet de leurs exigences, de leurs tentatives pour reconstruire à leur manière une nouvelle société à la place de l'ancienne détruite.

Dans aucun des pays de l'Europe continentale de 1871, le prolétariat ne formait la majorité du peuple. La révolution « populaire », capable d'entraîner la majorité dans le mouvement, ne pouvait être telle qu'à la condition d'englober le prolétariat et la classe paysanne. Ces deux classes composaient alors le « peuple », ces deux classes sont solidaires du fait que la « machine d'Etat bureaucratique et militaire » les opprime, les écrase et les exploite. *Briser* cette machine, la *démolir*, tel est le but pratique du « peuple », de sa majorité, des ouvriers et des paysans, telle est la « condition préalable » de l'alliance libre des paysans pauvres avec le prolétariat ; sans cette alliance, pas de démocratie solide et pas de transformation sociale possible.

C'est vers cette alliance que, comme on sait, se frayait la voie la Commune de Paris, qui a échoué pour une série de raisons de nature intérieure et extérieure.

Par conséquent, en parlant de « révolution vraiment populaire », sans oublier les particularités de la petite bourgeoisie dont il a maintes fois et abondamment parlé, Marx escomptait rigoureusement les forces relatives des classes dans la majorité des Etats continentaux de l'Europe en 1871. D'autre part, il constatait que les ouvriers et les paysans sont également intéressés à *briser* la machine d'Etat et à se coaliser dans le but commun de supprimer « le parasite » et de le remplacer par quelque chose de nouveau.

Par quoi donc ?

II. — Par quoi remplacer la machine d'Etat une fois brisée ?

A cette question, dans le *Manifeste Communiste*, en 1847, Marx ne donnait encore qu'une réponse tout à fait abstraite : pour mieux dire, il ne faisait qu'indiquer le problème sans préciser les moyens de le résoudre. La remplacer par l'« organisation du prolétariat en classe dominante », par la « conquête de la démocratie », voilà quelle était la réponse du *Manifeste Communiste*.

Sans tomber dans l'utopie, Marx attendait de l'expérience d'un mouvement de masse la réponse à la question de savoir quelles formes concrètes cette organisation du prolétariat en classe dominante prendrait, de quelle façon cette organisation serait compatible avec l'entière et méthodique « conquête de la démocratie ».

Dans la *Guerre civile en France*, Marx soumet à une analyse des plus attentives l'expérience de la Commune, toute faible qu'elle ait été. Nous citons

les points principaux de cet ouvrage :

Au XIX^e siècle se développait, transmis par le moyen âge, « le pouvoir d'Etat centralisé avec ses organes inévitables : armée permanente, police, bureaucratie, clergé, magistrature ». Grâce au développement de l'antagonisme de classe entre le capital et le travail, « le pouvoir d'Etat a revêtu de plus en plus le caractère de pouvoir public propre à asservir le travail, le caractère de machine à réaliser la domination de classe. Après chaque révolution marquant un certain pas en avant de la lutte de classe, le caractère oppresseur du pouvoir d'Etat devient l'instrument national de la guerre du capital contre le travail ». Le Second Empire ne fait que le consolider.

La Commune a été l'antipode de l'Empire. Elle a été une forme déterminée, une « république qui devait supprimer non seulement la forme monarchique

de la domination de classe, mais la domination de classe elle-même » ..

En quoi consistait cette forme « déterminée » de république prolétarienne, socialiste ? Quelle espèce d'Etat a-t-elle commencé à créer ?

...« La Commune commença par décréter la suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple armé »...

Cette exigence se trouve aujourd'hui dans le programme de tous les partis qui se disent socialistes. Mais on voit ce que valent leurs programmes, d'après la conduite de nos socialistes-révolutionnaires et de nos mencheviks, qui ont refusé justement après la révolution de Mars de réaliser cette exigence.

...« La Commune fut formée de conseillers municipaux élus au suffrage universel dans les différents arrondissements de Paris. Ils étaient responsables et en tout temps amovibles. La majorité se composait naturellement d'ouvriers ou de représentants reconnus de la classe ouvrière.

...« La police, jusque-là instrument du pouvoir gouvernemental, fut immédiatement dépouillée de toutes ses fonctions politiques et transformée en un organe responsable de la Commune, amovible en tout temps.

« De même pour les fonctionnaires de tous les services de l'administration. A commencer par les membres de la Commune, du haut en bas, les services publics devaient se faire moyennant un *salaire d'ouvrier* . Tous les privilèges, toutes les allocations fournies pour frais de représentation aux hauts fonctionnaires de l'Etat disparurent avec ces fonctionnaires. Dès la suppression de l'armée permanente et de la police, ces instruments du pouvoir matériel de l'ancien gouvernement, la Commune se mit immédiatement en devoir de briser l'instrument d'asservissement moral, la puissance des curés... Les magistrats perdirent leur indépendance apparente... Désormais, ils durent être élus au scrutin public, être responsables et amovibles »...

Ainsi, la Commune se contentait pour ainsi dire de remplacer la machine d'Etat rompue par une démocratie plus complète : suppression de l'armée permanente, éligibilité et amovibilité de tous les fonctionnaires. En fait, cela revenait à se livrer au travail gigantesque de remplacer certaines institutions par des institutions de principe essentiellement différent. C'est ici justement un des cas de « transformation de quantité en qualité » : la démocratie, réalisée aussi pleinement et aussi méthodiquement qu'il est possible de la rêver, de bourgeoise qu'elle était, est devenue prolétarienne ; l'Etat, cette force destinée à opprimer une certaine classe, s'est transformé en quelque chose qui n'est plus proprement l'Etat.

Ecraser la bourgeoisie et sa résistance n'en reste pas moins une nécessité. Pour la Commune, cela était particulièrement nécessaire, et l'une des causes de sa défaite a été qu'elle ne s'y est pas prise assez résolument. Seulement, l'organe opprimant, c'est ici la majorité de la population et non plus la minorité, comme c'était toujours le cas sous l'esclavage et sous le servage et sous le régime du salariat. Or, du moment que c'est la majorité du peuple elle-même qui écrase ses oppresseurs, il n'est plus besoin d'une « force spéciale » d'écrasement. C'est en ce sens que l'Etat commence à dépérir. Au lieu des institutions spéciales d'une minorité privilégiée (fonctionnaires privilégiés, chefs de l'armée permanente) la majorité elle-même peut directement remplir ces fonctions, et

plus le peuple lui-même assumera les fonctions du pouvoir d'Etat, moins se fera sentir la nécessité de ce pouvoir.

A cet égard, une des mesures prises par la Commune et soulignée par Marx est particulièrement remarquable : suppression des privilèges pécuniaires des fonctionnaires, abaissement des traitements de tous les emplois administratifs au niveau du « salaire ouvrier ». C'est ici que se fait le mieux sentir le passage de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne, de la démocratie des oppresseurs à la démocratie des classes opprimées, de la domination d'une « force spéciale » pour l'oppression d'une certaine classe à l'écrasement des oppresseurs par les forces combinées de la majorité du peuple, des ouvriers et des paysans. Et c'est précisément sur ce point le plus important, le plus indiscutable peut-être de la question de l'Etat, que les leçons de Marx sont les plus oubliées ! Dans les innombrables commentaires populaires, pas un mot de tout cela ! Il est « d'usage » de se taire là-dessus, comme sur une « naïveté » surannée, exactement comme les chrétiens, une fois leur culte devenu religion d'Etat, ont « oublié » les « naïvetés » du christianisme primitif et son esprit démocratique révolutionnaire.

L'abaissement du traitement des hauts fonctionnaires d'Etat semble la « simple » exigence d'un démocratisme naïf et primitif. L'un des fondateurs de l'opportunisme moderne, l'ex-social démocrate Ed. Bernstein, s'est exercé maintes fois à répéter les fades sarcasmes bourgeois contre le démocratisme « primitif ». Comme tous les opportunistes et comme les kautskystes de nos jours, il n'a absolument pas compris que, tout d'abord, le passage du capitalisme au socialisme est impossible sans un certain « retour » au démocratisme « primitif » : comment réaliser autrement l'exécution des fonctions d'Etat par la majorité de la population et par la population tout entière ? Ensuite il n'a pas vu que le « démocratisme primitif » sur la base du capitalisme et de la culture capitaliste est autre chose que le démocratisme primitif des époques anciennes ou d'avant le capitalisme. La culture capitaliste a créé la grande production, les usines, les chemins de fer, la poste, le téléphone, etc... : or, sur cette base, la grande majorité des fonctions du vieux « pouvoir d'Etat » se sont tellement simplifiées et peuvent être réduites à des opérations si simples d'enregistrement, d'inscription, de contrôle, que ces fonctions deviendront pleinement accessibles à tous les citoyens sachant lire, pourront être remplies moyennant le « salaire ouvrier habituel », et pourront et devront perdre jusqu'à l'ombre de tout caractère privilégié et hiérarchique.

Eligibilité complète, amovibilité en tout temps de tous les emplois sans exception, abaissement des traitements au salaire ouvrier habituel, ces mesures démocratiques simples et allant de soi, en solidarissant les intérêts des ouvriers et de la majorité des paysans, servent en même temps de passerelle entre le capitalisme et le socialisme. Ces mesures concernent la réforme gouvernementale et purement politique de la société, mais elles ne revêtent naturellement toute leur signification et toute leur portée qu'accompagnées de l'« expropriation des expropriateurs », préparée ou réalisée, c'est-à-dire du passage de la propriété privée capitaliste des moyens de production à la propriété publique.

« La Commune, écrivait Marx, a réalisé la devise de toutes les révolutions bourgeoises, le Gouvernement à bon marché, en supprimant les deux plus grosses sources de dépenses : l'armée et le fonctionnarisme. »

Parmi les paysans, comme parmi les autres couches de la petite bourgeoisie, seule une infime minorité « surnage », « parvient », dans le sens bourgeois du mot, c'est-à-dire qu'ils deviennent des gens

aisés, des bourgeois, ou bien des fonctionnaires assurés et privilégiés. L'immense majorité de la classe paysanne, dans n'importe quel pays capitaliste où il y a une classe paysanne, (et c'est la majorité) est opprimée par l'Etat et aspire à le renverser, aspire à avoir enfin un « Etat à bon marché ». C'est une entreprise que *seul le prolétariat* peut réaliser, et en la réalisant, il fait un pas vers la transformation socialiste de l'Etat.

III. — Suppression du Parlementarisme

« La Commune a dit Marx, devait être non pas une corporation parlementaire mais une corporation laborieuse, à la fois législative et exécutive »...

« Au lieu de décider une fois tous les trois ans ou tous les six ans quel est le membre de la classe dominante qui devra représenter et opprimer (verund-zer-treten) le peuple au parlement, le suffrage universel devait servir au peuple organisé en commune à recruter pour son entreprise des ouvriers, des contre-maitres, des comptables, de même que le suffrage individuel sert pour le même but à tout autre patron »...

Cette remarquable critique du parlementarisme, faite en 1871, grâce à la domination du social-chauvinisme et de l'opportunisme, fait partie des « mots oubliés » du marxisme. Les ministres et les parlementaires de profession, les renégats du prolétariat et les socialistes des demi-mesures de nos jours ont laissé aux anarchistes le monopole de la critique du parlementarisme ! Rien d'étonnant à ce que le prolétariat des pays parlementaires « progressistes », dégoûté de socialistes comme Scheidemann, David, Legien, Sembat, Renaudel, Henderson, Vandervelde, Stauning, Branting, Bissolati et Cie ait réservé de plus en plus ses sympathies à l'anarcho-syndicalisme, bien que celui-ci fût le propre frère de l'opportunisme.

La dialectique révolutionnaire n'a jamais été pour Marx la phraséologie à la mode, la sornette qu'en ont faite Plekanov, Kautsky et autres Marx à su rompre impitoyablement avec l'anarchisme, pour son impuissance à utiliser même « l'étable » du parlementarisme bourgeois, surtout lorsqu'on n'est en présence d'aucune situation révolutionnaire ; mais en même temps il a su aussi faire une critique vraiment révolutionnaire et prolétarienne du parlementarisme.

Décider une fois en quelques années quel est le membre de la classe dominante qui opprimerait, qui écraserait le peuple au parlement, voilà l'essence même du parlementarisme bourgeois, non seulement dans les monarchies parlementaires-constitutionnelles, mais aussi dans les républiques les plus démocratiques.

Pourtant, si l'on pose la question de l'Etat, si l'on regarde le parlementarisme comme une des institutions de l'Etat, au point de vue du rôle du prolétariat dans ce domaine, comment sortir du parlementarisme et comment s'en passer ?

Nous devons le répéter encore et encore : les leçons de Marx fondées sur l'étude de la Commune sont si bien oubliées, que le social-démocrate contemporain (lisez : le renégat contemporain du socialisme) est incapable de comprendre une autre critique du

parlementarisme que la critique anarchiste ou réactionnaire.

Le moyen de sortir du parlementarisme, assurément, n'est pas d'annuler les institutions représentatives et l'éligibilité, mais de transformer les moulins à paroles que sont les institutions représentatives en institutions « travaillantes ». « La Commune devait être une institution non parlementaire, mais travailluse, à la fois législative et exécutive. »

Une « institution non parlementaire, mais travailluse », vous entendez, on vous le dit en face, bons « tous » parlementaires de la social-démocratie moderne ! Considérez n'importe quel pays parlementaire, depuis l'Amérique jusqu'à la Suisse, depuis la France jusqu'à la Norvège, etc. : la véritable « besogne gouvernementale » se fait dans les coulisses, et ce sont les ministères, les chancelleries, les états-majors qui la font. Dans les parlements, on ne fait que bavarder, dans l'unique but de leurer « les bonnes gens ». Cela est si vrai que, même dans la république russe, république bourgeoise démocratique, toutes ces tendances du parlementarisme se faisaient déjà sentir, avant même qu'elle eût réussi à se créer un vrai parlement. Les héros de la bourgeoisie pourrie, tels que les Skobelev et les Tseretelli, les Tchernov et les Avxentiev, ont réussi à gangrener même les Soviets suivant le type du parlementarisme bourgeois le plus répugnant, à en faire des moulins à paroles. Dans les Soviets, Messieurs les ministres « socialistes » dupent les moujiks contendants avec leur phraséologie et leurs illusions. C'est un quadrille gouvernemental permanent pour, d'une part, asseoir, autour de l'« assiette au beurre » des emplois lucratifs et honorés, le plus grand nombre possible de socialistes-révolutionnaires et de mencheviks, d'autre part occuper le peuple. Pendant ce temps la besogne « gouvernementale » se fait dans les chancelleries, dans les états-majors !

Le *Diélo Naroda*, organe du parti « socialiste-révolutionnaire », dans un article de fond paru dernièrement, avouait, avec la franchise incomparable des gens de « bonne société » tous tombés dans la prostitution politique, que même dans les ministères appartenant aux « socialistes » (pardon de l'expression !), tout l'appareil administratif fonctionne comme par le passé, rien n'y est changé, et l'on y sabote en toute liberté les réformes révolutionnaires. Mais, même sans cet aveu, est-ce que l'histoire de la participation des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks au gouvernement n'en est pas la meilleure preuve ? Ce qui est caractéristique, c'est que, partageant les ministères avec les cadets, MM. Tchernov, Roussanov, Zenzinov et autres rédacteurs du *Diélo Naroda* poussent l'impudence jusqu'à raconter publi-

quement et sans rougir comme une chose sans conséquence que, dans leurs ministères, il n'y a rien de changé! La phrase révolutionnaire démocratique pour duper Jacques Bonhomme, et la filière bureaucratique pour amadouer les capitalistes, voilà le fond de la coalition « loyale » ministérielle.

Ce parlementarisme vénal et pourri de la société bourgeoise, la Commune le remplace par des institutions dans lesquelles la liberté de discussion et d'examen ne dégénère pas en duperie; les mandataires eux-mêmes doivent travailler, eux-mêmes faire exécuter leurs lois, eux-mêmes vérifier les résultats obtenus, eux-mêmes en répondre directement devant leurs électeurs. Les institutions représentatives sont maintenues, mais *il n'y a plus* de parlementarisme comme système spécial, comme division du travail législatif et exécutif, comme situation privilégiée pour les députés. Nous ne pouvons nous figurer « de démocratie, même une démocratie prolétarienne, sans institutions représentatives, mais nous pouvons et nous *devons* la réaliser sans parlementarisme, si du moins la critique de la société bourgeoise n'est pas pour nous un vain mot, et si notre effort pour renverser la domination de la bourgeoisie est un effort sérieux et sincère, et non pas une phrase « électorale » destinée simplement à escroquer les voix des ouvriers, comme chez les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, comme chez les Scheidemann et les Legien, les Sembat et les Vandervelde.

C'est une bonne leçon que nous donne Marx lorsque, parlant du genre d'administration qui est nécessaire à la Commune et à la démocratie prolétarienne, il prend comme point de comparaison les employés de « tout autre patron », c'est-à-dire une entreprise capitaliste ordinaire avec des « ouvriers, contremaîtres et comptables ».

Il n'y a pas un grain d'utopisme chez Marx. Il n'invente pas, il n'imagine pas de toutes pièces une société « nouvelle ». Non, il étudie comme un processus d'histoire naturelle la naissance de la nouvelle société issue de l'ancienne, les formes intermédiaires entre la seconde et la première. Il se base sur l'expérience du mouvement prolétarien dans son ensemble et s'efforce d'en tirer des leçons pratiques. Il s'est fait l'élève de la Commune, de même que tous les grands penseurs révolutionnaires n'ont pas hésité à se mettre à l'école de l'expérience des grands mouvements de la classe opprimée. Au lieu de leur prêcher leur morale pédante, comme Plekhanov avec ses « il ne fallait pas recourir aux armes » ou comme Tseretelli avec ses « une classe doit savoir se borner ».

Il ne saurait être question d'anéantir le fonctionnarisme tout d'un coup, partout et jusqu'au bout. Voilà où est l'utopie. Mais *détruire* tout de suite la vieille machine administrative pour commencer immédiatement à en construire une nouvelle permettant de supprimer graduellement tout fonctionnarisme, *cela n'est pas une utopie*, c'est l'expérience de la Commune. c'est la tâche primordiale et immédiate du prolétariat révolutionnaire.

Le socialisme simplifie les fonctions de l'administration « d'Etat », il permet de rejeter la « hiérarchie » et de tout ramener à une organisation des prolétaires comme classe dominante, qui embauche au nom de toute la société des ouvriers, contremaîtres et comptables.

Nous ne sommes pas utopistes. Nous n'avons jamais « rêvé » de nous passer tout d'un coup de toute administration, de toute subordination; ce sont là des rêves anarchistes, provenant de l'ignorance du rôle de la dictature du prolétariat, qui n'ont rien de commun avec le marxisme et ne servent en réalité qu'à ajourner la révolution socialiste jusqu'au moment où les hommes seront d'une autre essence. Non, nous voulons la révolution socialiste avec les hommes comme ils sont aujourd'hui, qui ne se passeront ni de subordination, ni de contrôle, ni de « contremaîtres et de comptables ».

Mais c'est à l'avant-garde armée de tous les exploités et de tous les travailleurs, au prolétariat, qu'il faut se subordonner. On peut et on doit, tout de suite, du jour au lendemain, commencer à remplacer la « hiérarchie » spécifique des fonctionnaires publics par de simples emplois de « contremaîtres et de comptables », emplois dès maintenant pleinement accessibles au degré de développement général des citoyens et faciles à remplir « moyennant un salaire ouvrier ».

Organisons la grande industrie en partant de ce qui a déjà été créé par le capitalisme, nous-mêmes, nous autres ouvriers, forts de notre expérience ouvrière, en créant une discipline rigoureuse, une discipline de fer, maintenue par le pouvoir d'Etat des travailleurs armés; réduisons les fonctionnaires publics au rôle de simples exécuteurs de nos volontés, responsables amovibles, au rôle de « contremaîtres et de comptables » modestement payés, en conservant évidemment les techniciens et les spécialistes de toute espèce et de tout rang; telle est *notre* tâche, la tâche du prolétariat; c'est par là qu'on peut et qu'on doit commencer l'accomplissement de la révolution prolétarienne. Ce principe, sur la base de la grande production, entraîne de lui-même la mort lente de tout fonctionnarisme, l'établissement graduel d'un ordre sans guillemets, d'un ordre de choses tout différent de l'esclavage salarié, d'un ordre de choses où les fonctions de plus en plus simplifiées de surveillance et de comptabilité seront remplies par tous à tour de rôle, deviendront ensuite un réflexe et enfin disparaîtront en tant que fonctions *spéciales* d'une catégorie spéciale de gens.

Un social-démocrate allemand spirituel appelait vers 1870 la *poste* un modèle d'institution socialiste. Rien n'est plus juste. Actuellement, la poste est un service organisé sur le type du monopole d'Etat capitaliste. L'impérialisme transforme petit à petit tous les trusts en organisations du même type. Les simples travailleurs, accablés de travail et affamés, restent toujours soumis à la bureaucratie bourgeoise. Mais le mécanisme de l'entreprise sociale est tout prêt. Renverser les capitalistes, briser par la main de fer des ouvriers armés la résistance de ces exploités, démolir la machine bureaucratique de l'Etat actuel, et nous avons devant nous un mécanisme admirablement perfectionné, débarrassé du « parasite », et que les travailleurs unis peuvent fort bien faire fonctionner eux-mêmes en embauchant des techniciens, des contremaîtres, des comptables et en payant leur travail à tous comme celui de tous les fonctionnaires « publics » en général, par un salaire ouvrier. Voilà la tâche concrète, pratique, immédiatement réalisable à l'égard de tous les trusts, destinés à affranchir les travailleurs de l'exploita-

tion, et découlant de l'expérience déjà commencée pratiquement, surtout dans le domaine de la construction gouvernementale, par la Commune.

Toute la vie économique organisée à la manière de la poste, dans laquelle les techniciens, les surveillants, les comptables, comme du reste tous les employés, recevront un traitement ne dépassant pas

le salaire d'un ouvrier, sous le contrôle et la direction du prolétariat armé ; voilà notre but immédiat. Voilà l'Etat, voilà la base économique qu'il nous faut. Voilà ce qui anéantira le parlementarisme tout en maintenant les institutions représentatives, voilà ce qui débarrassera les classes laborieuses de la proscription de ces institutions de la bourgeoisie.

IV. — Organisation de l'unité de la Nation

... « Dans le court aperçu de l'organisation nationale, que la Commune n'a pas eu le temps d'élaborer pleinement, il est dit expressément que la Commune doit devenir... la forme politique même du plus petit village... Ce sont les Communes qui auraient élu « la délégation nationale » de Paris.

« Les fonctions peu nombreuses, mais très importantes qui seraient restées du domaine du Gouvernement Central ne devaient pas être abrogées (le prétendre serait commettre sciemment un faux) ; elles devaient être confiées à des fonctionnaires communaux, c'est-à-dire rigoureusement responsables.

« L'unité de la nation, loin d'être détruite, devait au contraire être organisée par cette structure communale. L'unité devait être réalisée par la suppression du pouvoir d'Etat qui prétendait incarner cette unité, mais voulait être indépendant de la nation et la dominer. En fait, ce pouvoir d'Etat n'était qu'un appendice parasitaire sur le corps de la nation.

« Le but consistait à amputer les organes purement oppresseurs du vieux pouvoir d'Etat et à enlever ses fonctions légitimes à ce pouvoir qui prétend dominer la société, pour les remettre à des serviteurs responsables de la société. »

A quel point les opportunistes de la social-démocratie contemporaine n'ont pas compris ou, pour mieux dire, n'ont pas voulu comprendre ces raisonnements de Marx, la meilleure preuve en est dans le livre du renégat Bernstein, par lequel il s'est acquis une célébrité du même aloi que celle d'Erostrate, intitulé *Les prémisses du socialisme et le rôle de la social-démocratie*. Précisément à propos des passages de Marx que nous avons cités, Bernstein écrivait que ce programme, par son contenu politique, dénote dans tous ses traits essentiels une ressemblance frappante avec le fédéralisme... Malgré toutes les divergences existant d'ailleurs entre Marx et le « petit bourgeois » qu'était Proudhon, — Bernstein met les mots « petit bourgeois » entre guillemets, pensant ainsi les rendre ironiques — la marche de leur pensée sur ce sujet est aussi identique que possible : Sans doute, continue Bernstein, l'importance des municipalités grandit, mais « il me paraît douteux que le premier but de la démocratie soit la suppression (*Auflosung*, littéralement : dissolution) des Etats modernes et une transformation (*Umwandlung*, métamorphose) aussi complète de leur organisation, que se l'imaginent Marx et Proudhon : formation d'une assemblée nationale des délégués des assemblées provinciales ou départementales, lesquelles à leur tour se composeraient des délégués des communes, de sorte que toute l'ancienne forme des représentations nationales disparaîtrait complètement ». (Bernstein, *Prémisses*, pages 134 et 136 de l'édition allemande de 1899).

C'est tout bonnement monstrueux ! Confondre les idées de Marx sur l'anéantissement du pouvoir d'Etat

parasite avec le fédéralisme de Proudhon ! Mais ce n'est pas par mégarde, car il ne vient même pas à l'idée d'un opportuniste que Marx traite ici non point du fédéralisme par opposition au centralisme, mais bien de la démolition de la vieille machine d'Etat bourgeoise existant dans tous les pays bourgeois.

Un opportuniste ne peut avoir l'idée que de ce qu'il voit autour de lui, dans son milieu bourgeois de stagnation « réformiste » à savoir les « municipalités » ! Quant à la révolution du prolétariat, un opportuniste ne sait même plus y penser.

Cela est ridicule. Mais le plus curieux, c'est que sur ce point on n'a pas contredit Bernstein. Beaucoup ont réfuté Bernstein, entre autre Plekhanov en Russie et Kautsky en Europe occidentale, mais ni l'un ni l'autre n'ont relevé cette déformation de Marx par Bernstein.

L'opportuniste a si bien désappris l'idée et la pensée révolutionnaires qu'il attribue le « fédéralisme » à Marx, — qu'il confond ainsi avec le fondateur de l'anarchisme, Proudhon. Et Kautsky, Plekhanov, qui prétendent être des marxistes orthodoxes et défendre l'enseignement du marxisme révolutionnaire, se taisent ! Voilà une des raisons de cette indigence de vues communes aux kautskystes et aux opportunistes, sur la différence entre le marxisme et l'anarchisme ; nous y reviendrons.

Dans les raisonnements déjà cités de Marx sur l'expérience de la Commune, il n'y a même pas l'ombre de fédéralisme. Marx est d'accord avec Proudhon précisément sur un point que l'opportuniste Bernstein ne voit pas. Marx s'écarte de Proudhon justement là où Bernstein voit leur ressemblance. Marx est d'accord avec Proudhon en ce que tous deux sont pour la « démolition » de la machine d'Etat contemporaine. Cette analogie entre le marxisme et l'anarchisme, — celui de Proudhon et celui de Bakounine, — ni les opportunistes ni les kautskystes ne veulent la voir, car sur ce point ils sont en dissidence avec le marxisme.

Marx s'écarte à la fois de Proudhon et de Bakounine précisément sur la question du fédéralisme (sans parler de la dictature du prolétariat). Le fédéralisme découle en principe du point de vue petit-bourgeois de l'anarchisme. Marx, lui, est centraliste, et dans tous les passages cités de lui on ne trouverait pas la moindre infidélité au centralisme. Il n'y a que les gens imbus d'une « foi superstitieuse » en l'Etat qui peuvent prendre la destruction de la machine bourgeoise pour la destruction du centralisme...

Or, si le prolétariat et la classe des paysans pauvres s'emparent du pouvoir d'Etat, s'organisent en communes et coordonnent l'action de toutes les communes pour frapper le capital, pour détruire la résistance des capitalistes, pour remettre à la nation, à la société tout entière, la propriété privée sur les

chemins de fer, les usines, etc... est-ce que ce ne sera pas du centralisme? Est-ce que ce ne sera pas le centralisme démocratique le plus logique, et qui plus est, un centralisme prolétarien?

Bernstein ne conçoit pas la possibilité d'un centralisme volontaire, d'une union volontaire des communes en nation, d'une fusion volontaire des communes prolétariennes à l'effet de détruire la domination bourgeoise et la machine d'Etat bourgeoise. Bernstein, comme tout philistin, se figure le centralisme comme quelque chose qui vient d'en haut, qui ne peut être imposé et maintenu que par le fonctionnarisme et le militarisme.

V. — Destruction de l'Etat parasite

Nous avons cité déjà les paroles de Marx sur ce point, nous n'avons qu'à les compléter.

« C'est le sort habituel de toute nouvelle création historique, a écrit Marx, qu'on la prend pour une des formes anciennes et même mortes de la vie sociale, avec lesquelles les nouvelles institutions ont tant soit peu de ressemblance. De même, cette Commune nouvelle qui démolit (*bricht*, brise) le pouvoir d'Etat actuel a été regardée comme une tentative de résurrection de la Commune moyennégeoise... comme une confédération de petits Etats (Montesquieu, les Girondins)... comme une forme exagérée de l'ancienne lutte contre la centralisation excessive... »

« Le régime communal rendrait au corps social toutes les forces que dévore encore aujourd'hui cette excroissance parasitaire nommée « l'Etat », qui vit aux dépens de la société et entrave son libre développement. Rien que cela ferait faire un grand pas à la renaissance de la France... »

« Le régime communal amènerait les producteurs agricoles sous la direction morale des villes principales de chaque région et leur assureraient en la personne des ouvriers des villes des représentants naturels de leurs intérêts. L'existence même de la commune entraînerait tout naturellement l'autonomie de l'administration locale, mais plus comme contrepoids au pouvoir d'Etat devenu dès lors superflu... »

« Destruction du pouvoir d'Etat », « excroissance parasitaire », « amputation », « démolition » de ce pouvoir, « le pouvoir d'Etat, devenu maintenant superflu » — voilà en quels termes Marx parle de l'Etat, en jugeant et analysant l'expérience de la Commune.

Voilà quelque cinquante ans que tout cela fut écrit, et maintenant, il faut presque faire des fouilles pour livrer à la conscience des masses un marxisme non frelaté. Les conclusions tirées des observations de la dernière grande révolution que Marx ait vécue, ont été oubliées juste au moment des grandes révolutions modernes du prolétariat.

« La diversité des jugements auxquels donna lieu la Commune, la diversité des intérêts qui trouvèrent en elle leur expression, prouvent qu'elle a été une forme politique d'une souplesse sans précédent, alors que toutes les formes antérieures de gouvernement étaient essentiellement oppressives. Tout son secret consiste en ce qu'elle a été au fond le *Gouvernement de la classe ouvrière*, le résultat de la lutte

Comme s'il avait prévu qu'on pourrait dénaturer sa doctrine, Marx dit tout exprès que c'est commettre sciemment un faux que d'accuser la Commune d'avoir voulu détruire l'unité de la nation, supprimer le pouvoir central. Marx emploie avec intention cette expression « organiser l'unité de la nation », pour opposer le centralisme prolétarien conscient, démocratique, au centralisme bourgeois, militaire, bureaucratique.

Mais il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. Les opportunistes de la social-démocratie contemporaine ne veulent pas entendre parler de détruire le pouvoir d'Etat et d'amputer le parasite.

de la classe productrice contre la classe accapareuse ; elle a été enfin une forme politique ouverte, sous laquelle pouvait s'accomplir l'affranchissement économique du travail... »

« Sans cette dernière condition, le régime communal eût été une impossibilité et un leurre... »

Des utopistes se sont préoccupés de « rechercher » les formes politiques sous lesquelles devrait se produire la réforme socialiste de la société. Les anarchistes ont écarté la question des formes politiques en général. Les opportunistes de la social-démocratie contemporaine ont accepté les formes politiques bourgeoises de l'Etat démocratique parlementaire comme une limite infranchissable, ils se sont fendu le front à force de prier pour ce « modèle des modèles », et ils ont traité d'anarchisme toute tentative pour détruire ces formes.

De toute l'histoire du socialisme et de la lutte politique, Marx a conclu que l'Etat est condamné à disparaître, que la forme transitoire de sa disparition, c'est-à-dire le passage de l'Etat au non-Etat, sera « le prolétariat organisé en classe dominante ». Quant à *découvrir les formes politiques* de cet avenir, Marx ne s'y est pas hasardé. Il s'est borné à l'observation exacte, à l'analyse de l'histoire de France et à la conclusion qui ressortait de l'année 1851 : nous approchons de la *destruction* de la machine d'Etat bourgeoise.

Lorsque le mouvement révolutionnaire du prolétariat éclata en grand, malgré l'insuccès de ce mouvement, malgré son existence éphémère et son étonnante faiblesse, Marx se mit à étudier les formes qu'il avait révélées.

La Commune, c'est la forme, « révélée enfin » par la révolution prolétarienne, sous laquelle peut s'accomplir l'affranchissement économique du travail.

La Commune, c'est la première tentative de révolution prolétarienne pour *démolir* la machine d'Etat bourgeoise, et la forme politique « révélée enfin » qui peut et qui doit *remplacer* ce qui a été démolé.

Dans la suite de notre développement, nous verrons que les révolutions russes de 1905 et 1917, dans un cadre différent, sous d'autres conditions, ne font que continuer l'œuvre de la Commune et confirment la géniale analyse historique de Marx.

N. LENINE.

La dernière Esclave

Depuis des siècles, la femme orientale était silencieuse ; il a fallu le puissant tocsin de la révolution prolétarienne de Russie pour la faire sortir de sa torpeur séculaire. L'annonce du communisme, du travail et de la camaraderie universels, de l'égalité des sexes et de la solidarité générale, a pénétré comme un appel irrésistible l'Orient lointain, a réveillé ses masses aux couleurs vives et bigarrées. L'Orient a bougé. Les pauvres, avec toute la haine accumulée dans leur cœur contre les satrapes et les riches, ont commencé leur ascension vers le drapeau rouge, symbole de liberté, d'égalité et de travail pour tous. Pour la première fois dans l'histoire, la femme de l'Orient a entendu l'appel adressé à elle, la plus opprimée entre les opprimées. Elle qui n'était presque qu'une chose, presque un accessoire de ménage, un instrument humble et sans voix, le drapeau rouge du communisme l'appelle à l'égalité et à la possession de toutes les conquêtes de la Révolution.

La femme de l'Orient, pour la première fois depuis bien des siècles, a rejeté le voile et s'est mêlée à la foule révolutionnaire en marche vers le symbole de l'affranchissement, vers le drapeau rouge du communisme.

Chaque mois d'existence de la République soviétique, en asseyant davantage le fondement du communisme, augmente la fermentation parmi les femmes d'Orient. Pour la première fois, la femme orientale apparaît dans l'histoire au Bureau du Congrès des Peuples de l'Orient à Bakou. Dans toutes les régions de la Russie soviétique où domine une population musulmane, dans les Républiques orientales, un profond travail d'éveil se poursuit dans les masses féminines. L'idée soviétique est comme une baguette magique qui entraîne tous les déshérités, qui fait écrouler les barrières séparant les races orientales des autres, et qui unit les forces dispersées. Les femmes réclament leur droit à l'instruction. Autour des sections d'instruction publique se groupent les femmes orientales, débarrassées du voile. Les Tartares, les Persannes, les Sartes, luttent contre cet attribut anti-hygiénique. A Téhéran, où le capital a déjà préparé le sol pour une semence future de communisme, une conférence de femmes s'est tenue avec ce mot de ralliement : « A bas le voile ! »

Le Turkestan, avec sa petite industrie ménagère, voit grandir chaque jour le mouvement qui entraîne les femmes des artisans. Le nombre de cas de divorces venant devant les tribunaux augmente chaque jour ; la femme, forte de son commencement d'émancipation économique, réclame de plus en plus catégoriquement son droit à l'existence indépendante.

Dans l'Azerbeïdjan, les femmes musulmanes guidées par la section communiste, ont organisé un club, un jardin d'enfants, un atelier de couture, un réfectoire et une école.

Dans la Transcaspië se tiennent des réunions régulières de femmes, comme les assemblées de délégués en Russie. Il y a un syndicat de l'aiguille, groupant les musulmanes et les Russes.

A Samarcande, la section féminine du Comité communiste possède un groupement de musulmanes. Des sections féminines existent à Boukhara. Le Comité Exécutif du Turkestan compte quatre femmes, mais toutes n'ont pas encore enlevé leur voile.

En Bachkirie, parmi les femmes kalmouckes et kirghizes, dans la République Tartare et même

dans les contrées lointaines du Nord, à Tioumen, le mouvement s'étend parmi les musulmanes, les sections féminines de notre parti poussent des racines profondes...

La femme orientale, surtout la fraction qui vit sur le territoire de la Fédération Soviétique, s'est éveillée et s'élançait vers son complet affranchissement. Il suffit de savoir l'aider pour gagner des défenseurs nouveaux à la grande idée communiste.

La troisième conférence panrusse des Sections Féminines était assistée d'une section spéciale des femmes orientales. Elle a décidé non seulement d'intensifier cette partie de notre travail, mais encore de convoquer pour le 1^{er} février, date ensuite reculée au 1^{er} avril, un premier congrès panrusse des femmes de l'Orient. Dans toutes les provinces seront créées des commissions d'organisation pour préparer le congrès. Ces commissions seront composées de représentants des bureaux musulmans, des sections ouvrières et des comités de la jeunesse communiste. La même action sera faite dans les districts. On prépare des tracts, des affiches, des proclamations, on utilise les instituteurs, les médecins, les groupements communistes, toutes les associations éducatives musulmanes.

Dans les républiques autonomes, la préparation du congrès incombe également aux sections féminines. Des conférences préalables sont convoquées dans les provinces et les districts. Une large propagande est faite. L'ordre du jour du Congrès est le suivant : 1^o questions actuelles ; 2^o le pouvoir des soviets et les femmes d'Orient ; 3^o la situation juridique de la femme orientale autrefois et maintenant ; 4^o la petite industrie et la femme en Orient ; 5^o la protection de la maternité et de l'enfance ; 6^o l'instruction publique et la femme orientale.

Ce Congrès sera général, sans considérations de parti : son but est de mettre en branle une masse encore vierge, d'intéresser à l'action soviétique les populations féminines, d'éduquer les femmes orientales dans l'esprit communiste et de les affermir pour la lutte contre les ennemis des travailleurs. Mais comme il faut compter avec toutes les particularités économiques et traditionnelles de l'Orient il a été décidé de réunir après le congrès une conférence de femmes communistes musulmanes pour examiner diverses questions d'organisation et de programme concernant l'affranchissement de la femme orientale.

Nos efforts devront être concentrés sur deux points principaux : grouper et rassembler les forces éparses des femmes-artisans dans les localités où le capital industriel a déjà mis sa lourde patte sur la prolétaire orientale, grouper les éléments agricoles, semi-nomades ou nomades autour de coopératives agricoles, et d'autre part entraîner les masses féminines dans l'action éducative, puis politique de nos sections d'instruction publique. Plus que partout ailleurs, la science et l'instruction seront en Orient le plus sûr instrument d'affranchissement. Une liaison étroite entre les femmes et les organes éducateurs est une nécessité dictée par la vie même.

Plus s'étendra l'action de nos sections féminines, parmi les femmes orientales, plus le communisme s'établira rapidement en Orient et plus décisif sera le coup porté à l'impérialisme occidental par les forces réunies du prolétariat oriental arraché à son séculaire sommeil.

Alexandra KOLLONTAI.

La Journée internationale de la femme dans la prison tsariste

(Souvenirs personnels)

C'était en 1914. Le gouvernement tsariste venait de précipiter les masses ouvrières et paysannes dans une guerre sanglante contre l'Allemagne et, à la veille des hostilités, il étouffait avec une particulière haine toute pensée quelque peu libre, interdisant les journaux ouvriers, poursuivant, traquant les Unions Professionnelles, emplissant les prisons des militants de la cause ouvrière.

Un petit groupe de social-démocrates bolcheviks décidèrent de célébrer à Pétersbourg la « Journée Internationale de l'Ouvrière », à l'euro-péenne.

Nous savions que le 23 février (6 mars nouveau style), partout où existe quelque liberté politique, les ouvrières célèbrent ouvertement et largement leur fête prolétarienne internationale, passent en revue leurs forces organisées, font des manifestations grandioses, tiennent des meetings et des assemblées au cours desquels elles invitent les femmes ouvrières à s'unir sous l'emblème du drapeau rouge pour une lutte commune contre le capitalisme mondial.

Nous décidâmes que les ouvrières de Russie ne devaient pas moins que les ouvrières des autres pays célébrer, et « à l'euro-péenne », la « Journée Internationale de la Femme », organiser des meetings et des assemblées, mettre en circulation des journaux. Nous crûmes d'autant plus à la possibilité de fêter solennellement et ouvertement ce jour-là, que l'année précédente, en 1913, nous avions réussi à organiser à Pétersbourg un grandiose meeting d'ouvrières avec l'autorisation du gouvernement. Dans les quelques rapports et discours tenus à cette occasion, les orateurs avaient exposé clairement la signification et le but de la « Journée Internationale socialiste de la Femme ». Il fut décidé de répéter cette fête si heureusement réussie, en l'élargissant par l'organisation de réunions dans tous les grands quartiers ouvriers.

Quel ne fut pas l'étonnement de notre groupe bolchevik qui avait pris l'initiative de cette fête, lorsque le gouvernement autorisa l'organisation de grandes assemblées dans les plus grands quartiers ouvriers de Pétersbourg. Nous reçûmes en outre l'autorisation de publier un numéro spécial du journal *l'Ouvrière*, dont le premier numéro devait justement paraître le 23 février 1914, à l'occasion de la « Journée Internationale de la Femme ». Cette autorisation reçue, avec enthousiasme nous nous mîmes aux préparatifs. Nous réunissions

des groupes d'ouvrières des divers quartiers, nous consultant avec elles et examinant ensemble le plan de notre fête ; nous désignions des rapporteurs, choissions les locaux appropriés dans les grands faubourgs ouvriers, bref, l'entrain bouillonnait partout.

D'avance, nous jouissions de l'enthousiasme que les réunions et le premier numéro du journal allaient faire naître parmi les ouvrières de Pétersbourg qui étaient si tenaillées par l'absolutisme tsariste. Nous nous représentions comment bientôt toutes les ouvrières de Russie apprendraient la nouvelle de la fête des ouvrières, qui les obligerait partout à croire à l'approche de la liberté si longtemps et si ardemment attendue. Pas une minute il ne nous vint à l'idée que le lâche gouvernement tsariste, en autorisant toutes nos réunions et la publication de nos journaux, avait pour but de « cueillir » tous les organisateurs de la fête, en leur tendant un piège où tous se laisseraient tomber.

Toutes celles qui étaient venues pour obtenir l'autorisation soit de convoquer des assemblées, soit d'éditer des journaux, la meilleure avant-garde des ouvrières qui avaient mené l'agitation de la « Journée Internationale de la Femme », furent prises par la police secrète et réparties dans les prisons Viborsky à cellules séparées.

Quelques jours avant la journée du 2, notre groupe chargé de la rédaction de *l'Ouvrière*, se réunit dans un logement de la Perspective Newsky pour rédiger le numéro, corriger les épreuves et les envoyer à l'imprimerie.

Nous étions en tout cinq camarades, d'humeurs exceptionnellement bonne à l'idée que nous publiions dans la Russie tsariste un journal légal à nous, et encore à l'occasion de la « Journée Socialiste Internationale de la Femme ».

L'autorisation du gouvernement en poche, nous nous étions réunies tout à fait tranquillement, en plein jour, au centre de la ville, dans la petite chambre d'un des membres de la rédaction.

L'une des nôtres lisait à haute voix les articles, une autre rectifiait rapidement, une troisième dirigeait la « chronique ouvrière », d'autres corrigeaient soigneusement l'écriture irrégulière d'ouvrières collaborant au premier numéro de leur journal.

Tout à coup, un bruit étrange et un cliquetis d'éperons parvinrent à nos oreilles : la

porte s'ouvrit toute grande et sur le seuil apparut « quelqu'un en gris », le président de la section de police, suivi de ses mouchards. Cette apparition des « gardiens de l'ordre » était si inattendue, vu qu'ils viennent d'habitude la nuit, que nous pensâmes une seconde qu'ils étaient entrés chez nous par erreur, d'autant plus que l'autorisation du gouvernement pour l'édition du journal se trouvait dans notre poche. Nous la présentâmes immédiatement. Mais quelle ne fut pas notre surprise lorsque, après avoir parcouru l'autorisation, le chef de cette estimable compagnie ordonna : « Procédez immédiatement à une perquisition et ne laissez sortir personne de la chambre ». Lorsque l'une des nôtres exigea de voir l'ordre écrit de cette perquisition, il répondit sans gêne : « Nous avons l'ordre il se trouve en bas et nous vous le montrerons ». Après quelque temps apparut l'ordre du chef supérieur de la Sûreté générale et nous y lûmes les mots fatals : « Procéder à une perquisition et les arrêter toutes, quel que soit le résultat de la perquisition. »

De cette façon notre sort était décidé d'avance. Nous avions beau invoquer le petit papier autorisant l'édition du journal légal *l'Ouvrière*, il haussait les épaules et ses yeux vifs se promenaient rapidement de tous côtés pour ne rien perdre de la perquisition. Cette basse opération dura toute la journée. Chacune de nous fut emmenée aux cabinets d'aisance : toutes nos poches y furent fouillées de même que nos robes, notre linge et, la nuit, nous fûmes conduites au Commissariat de police pour être expédiées en prison.

Là se rencontrèrent toutes les ouvrières qui avaient préparé la « Journée Internationale de la Femme ».

Quelle malheureuse et ironique destinée ! Toutes, nous avions rêvé d'ouvrir, ne fût-ce qu'un seul jour, les grilles de nos grandes prisons tsaristes, toutes nous avions rêvé de nous sentir, ne fût-ce qu'un seul jour, de libres citoyennes de l'univers ! Et au lieu de cela, nous étions tombées trente à la fois dans la prison tsariste, dans le sac de pierre : des murailles de pierre et des grilles munies de verrous nous séparaient les unes des autres.

Du commissariat de police, nous fûmes dirigées sur la prison de Vyborg. En route, le gardien qui m'accompagnait me questionna : « Quoi, mademoiselle, vous vouliez réunir toutes les femmes ? Alors vous voulez, comme les femmes des autres pays, les suffragettes comme on les appelle là-bas, jeter des bombes aux autorités ».

La prison était neuve, elle venait d'être spécialement construite pour les femmes, selon toutes les règles de la science et de la technique des prisons, avec un lit de fer, une table, une chaise, fixés au mur, une fenêtre bien bouchée à vitres blanches directement sous le plafond.

Les murs suintaient encore l'humidité et ce sont nos corps qui devaient les sécher. Dans

la cellule, l'atmosphère étouffante d'un bâtiment qui vient d'être terminé.

Voilà donc comment débuta la Journée Socialiste Internationale de la Femme, le 23 février 1914. Ce jour-là, à la place d'une réunion internationale, ce fut pour nous une complète « désunion » dans des cellules séparées, et le sentiment de l'horreur, de toute la bassesse et de la barbarie abjectes de l'absolutisme tsariste nous étouffait toutes.

En dépit des murs de pierre et des planches qui nous séparaient, notre protestation unanime contre le joug écrasant de douleurs et de souffrances de l'absolutisme tsariste se traduisit d'une manière tempétueuse, de la manière habituellement appelée dans les prisons l'« obstruction ».

Le matin du 23 février, l'une de nos détenues demanda la directrice de la prison, qu'elle avait appelée « bouchon » pour sa bêtise sans bornes et qu'une autre avait surnommée « crapaud » à cause de ses yeux écarquillés. Alors parut le « crapaud » dans son uniforme de parade, la médaillé sur la poitrine ; la détenue réclama qu'elle ouvrit le vasistas et aéra la cellule. La directrice répondit qu'on n'ouvre pas les fenêtres en hiver avant le 1^{er} mai. Instantanément le signal était donné : d'un bout à l'autre de la prison résonna la voix métallique, nerveuse, de la détenue, parlant avec la directrice : « Camarades, cria-t-elle, on nous a enfermées aujourd'hui, le jour de notre fête socialiste des femmes. on nous a enfermées dans ce sac de pierre dont l'atmosphère étouffante nous suffoque : l'on ne veut même pas nous ouvrir la fenêtre ; allons, protestons camarades ! »

Ce cri se répandit par toute la prison comme l'éclair ; nous nous armons comme nous pouvons, nous commençons à frapper la porte de notre cellule de toutes nos forces, les unes avec leur assiette de fer, les autres avec la cruche, d'autres avec le couvercle de la chaise percée, en criant : « A bas la violence et l'arbitraire ! »

Toute la prison résonna des cris et du vacarme que nous faisons en cognant et frappant. C'était notre orchestre à nous ! les unes frappaient avec des balles de plomb, d'autres donnaient des coups à intervalles égaux.

Notre « obstruction » produisit rapidement son effet. La direction de la prison était terriblement effrayée et inquiète. Au bout de quelques minutes, le verrou de notre cellule s'ouvrit et apparut le serrurier avec la surveillante qui dit avec un sourire de grâce : « Le serrurier va vous ouvrir tout de suite la fenêtre et le vasistas, pourquoi donc tant d'émotion et de bruit ? »

Pour la Journée Internationale de la Femme, nous avions obtenu en prison cette petite victoire. Nous respirions un peu d'air frais en nous hissant sur l'appui de la fenêtre. Mais nous éprouvions une vive douleur à la pensée qu'en ce jour, nous étions enfermées entre quatre murs et que nous ne pouvions pas aller aux meetings avec nos ouvriers de Petrograd. Nous vécûmes des heures d'inquié-

tudes et de tourments parce que notre arrestation allait avoir comme conséquence fatale la suppression des meetings et de notre journal. Toutefois, nos chers camarades hommes, restés en liberté ce jour-là, menèrent notre tâche jusqu'au bout : ils éditérent le premier numéro de l'*Ouvrière* et tinrent des réunions remarquables qui finirent même par une petite manifestation dispersée à coup de fouet, selon l'habitude tsariste.

Voilà de quelle façon se passa en 1914, la « Journée Internationale de l'Ouvrière. Aujourd'hui que nous célébrons librement et ou-

vertement dans la Russie Soviétiste cette grande fête de solidarité internationale, nous constatons que tout le travail illégal et souterrain que nous menions au prix de tant de difficultés, de peines et de souffrances, en plein régime tsariste, n'a pas été vain. Car à la place des prisons tsaristes s'élève aujourd'hui l'Internationale Communiste qui, le jour de la « Fête Socialiste Internationale de l'Ouvrière », réunit sous son drapeau rouge des millions d'ouvrières dans tout l'univers.

K. SAMOILOVA.

La Forge Rouge

Un membre du Comité Central du Parti Communiste russe, Serguiev, envoyé en mission dans le pays de la Kama, raconte dans la Pravda sa visite au grand centre ouvrier d'Ijevsk :

« Ma destinée et les décisions du Comité Central m'ont conduit ces jours derniers à Ijevsk. C'est une petite ville antique, c'est notre plus vénérable fabrique d'armes. La ville a vu Pougatchov et Koltchak, elle a été aussi la citadelle de la civilisation grand russe et tsariste en plein cœur du pays tartare et votlak. Au XVIII^e siècle, le peuple insurgé en la personne de Pougatchov a siégé dans la tour de pierre d'Ijevsk et a célébré sa vengeance sur ses oppresseurs. On se rappelle encore la place où furent noyés sur l'ordre de Pougatchov les généraux de Catherine II. Aujourd'hui Ijevsk est la plus grande fabrique d'armes et de fusils de la Russie soviétiste. Ijevsk est le plus grand centre prolétarien et le cerveau organisateur de toute la Kama. Les ouvriers d'Ijevsk appellent fièrement leur ville la forge rouge, et ils en ont le droit.

« Les mérites révolutionnaires des prolétaires d'Ijevsk sont inappréciables. En 1917, ils ont vaincu la résistance des bourgeois campagnards, des marchands nationalistes, des fonctionnaires tsaristes et de l'aristocratie ouvrière qui les environnaient. Ijevsk est devenu le rempart inébranlable de la dictature du prolétariat et l'effroi de la contre-révolution bourgeoise et aristocrate. Vers le milieu de 1918, pendant la révolte des socialistes-révolutionnaires et des Tchéco-Slovaques, Ijevsk se sacrifia à la cause commune en défendant le pouvoir des soviets. Il mobilisa un millier de prolétaires communistes, il leur remit ses meilleures armes et les envoya sous Kazan, tandis qu'il restait lui-même démuné avec deux cents communistes et périsait dans une lutte inégale avec la contre-révolution organisée. Une grande moitié des communistes ainsi mobilisés, trouva la mort dans les combats acharnés pour la prise de Kazan. Les trois quarts de ceux qui étaient restés à Ijevsk furent massacrés au cours des batailles de rues qui se poursuivirent pendant une journée et demi, contre les bandes révoltées de bourgeois-paysans et d'officiers. La libération de Kazan fut aussi celle d'Ijevsk.

« Dès lors commence une nouvelle époque dans la vie de l'usine. Des forces neuves et fraîches se déversèrent dans son organisme et remplacèrent les disparus. Les ateliers se remirent à fabriquer

les précieux fusils. Malheureusement cette renaissance fut de courte durée. Après avoir culbuté nos troupes sous Oufa, Koltchak passa sur leurs derrières, la Kama et Ijevsk durent être évacuées. Pour Koltchak ce fut une victoire fatale : ses ingénieurs trouvèrent l'usine si bien mise hors de service qu'ils n'y purent rien faire, sauf réparer quelques fusils. Quant à ses généraux, leur sort fut plus triste encore. La seconde armée rouge, qui avait reculé devant eux, devint méconnaissable après l'évacuation d'Ijevsk. Le millier de communistes d'Ijevsk qui s'était mêlé à cette armée lui infusa un sang généreux et une vigueur nouvelle. Elle reprit l'offensive, défit les blancs et leur fit repasser la Kama. De nouveau les prolétaires d'Ijevsk redevinrent maîtres de leur usine. Les ingénieurs de Koltchak essayèrent bien, en se retirant, d'emporter tout le matériel restant, mais sans succès. Les pièces emportées furent aussitôt remplacées par les ouvriers. Moins de quinze jours après le départ de Koltchak, Ijevsk se remettait à forger des fusils pour l'armée rouge. Aux ouvriers incomba la lourde tâche d'organiser la production, puisque tous les ingénieurs avaient pris la fuite avec Koltchak en emportant les pièces essentielles des machines et des moteurs.

« En outre l'usine d'Ijevsk est unique dans son genre : toutes les opérations y sont le secret de l'ouvrier, un secret professionnel qui se transmet de père en fils, de génération en génération. Or, une partie des ouvriers avaient été tués, les autres emmenés en Sibérie. Néanmoins Ijevsk fut remis en marche.

« Ensuite il fallut organiser le pouvoir. Dans un pays comme le district de Sarapoul, ce n'était pas chose facile ; Sarapoul avec sa population petite-bourgeoise, était un mauvais appui. L'autre usine du district, Volkinsk, ne pouvait pas aider non plus, elle avait besoin elle-même de secours car lors de l'offensive de Koltchak ses communistes avaient péri jusqu'au dernier sous les coups des blancs. Ijevsk fut obligé de se dépenser sans compter pour organiser l'autorité soviétiste dans tout le district. Tout en demeurant la principale fabrique d'armes de la république, Ijevsk devint l'organisateur de la dictature du prolétariat dans toute la Kama du Sud. Ce que durent endurer les ouvriers d'Ijevsk, pour exécuter cette double mission, dépasse toute description. La guerre contre la Pologne et contre Wrangel multiplia les demandes de fusils et de pièces détachées qu'Ijevsk fournissait à toutes les autres fabriques d'armes

de la république. La journée de 8 heures devint bien vite de 10, puis de 12 et même de 16 heures. On travaillait 30 et 31 jours par mois. On tripla les fabrications de fusils. Des vieillards de 70 ans, qui avaient travaillé à l'usine pendant 50 ans, qui avaient perdu presque toutes leurs facultés de travail, rivalisaient de zèle avec les jeunes.

« En même temps, grâce à Ijevsk, le programme d'approvisionnement était exécuté intégralement. Le programme des coupes de bois est déjà terminé aux 4/5.

« Dans le district, à Sarapoul comme à Ijevsk même et à Votkinsk, les communistes d'Ijevsk ont porté aux premiers postes leurs membres et ont créé les administrations les meilleures qu'on ait jamais vues. La région de Sarapoul envoya sur le front 30 % de ses communistes. Les prolétaires de l'usine soumièrent d'abord à leur dure discipline les éléments paysans non prolétaires travaillant au milieu d'eux, puis les populations semi-bourgeoises des campagnes et de la ville. A l'usine même, sur 30.000 ouvriers, il y en avait plus de 10.000 qui n'étaient pas de purs prolétaires. Mais un millier de communistes formés par les rudes traditions de l'Oural, fermes comme le roc et inexorables comme les éléments, surveillaient rigoureusement les perturbateurs de l'ordre révolutionnaire. Le fusil et la mitrailleuse entre les mains des communistes d'Ijevsk n'étaient pas une vaine menace. Des gardes blancs essayèrent de s'insurger avec quelques officiers de Koltchak : leur tentative fut écrasée avant qu'aucun des communistes eût été pris ou tué.

« Ijevsk a bien mérité son nom de forge rouge. Ce n'est pas en vain que même les ouvriers sans parti d'Ijevsk sont fiers de leurs communistes. Ils sont faits de bon métal. Ils sont forgés dans une bonne forge.

« Mais nulle part le caractère de l'ouvrier d'Ijevsk ne se montre aussi bien que dans ces lieux de repos, dans ses clubs. On est stupéfié de voir ce que les communistes d'Ijevsk ont réussi à créer avec rien, grâce à leur énergie, au cours des samedis communistes. Des maisons détruites ont été restaurées et aménagées. Elles ont été transformées en clubs. Tout le mobilier subsistant de l'époque bourgeoise a été soigneusement conservé. On y a ajouté tout ce qu'on a pu trouver de meilleur ; partout règne un ordre exemplaire et la plus scrupuleuse propreté. Le passant qui pénètre dans un de ces clubs s'arrête avec admiration devant ce miracle, ces maisons de repos et de réunion pour le prolétariat. Là on voit, du premier coup d'œil, des maîtres de la vie qui construisent avec solidité et certitude. Dans leur travail, ils ont fait preuve de sentiment artistique et du goût le plus parfait. Chaque pièce a le style qui convient. Partout le calme, la netteté et l'ordre. On respire avec plaisir et liberté. Pas la moindre fumée de tabac. Pas une tache sur les tapis. Partout où la chose est possible, les murs sont changés en un vaste tableau.

« Il faut vivre à Ijevsk pour commencer à comprendre et à sentir que le prolétariat est la classe dirigeante, et que pour lui arracher le pouvoir, il faudra l'exterminer. Je me suis arrêté maintes fois en me demandant avec étonnement : où ces prolétaires ont-ils pu acquérir un instinct aussi développé du pouvoir ?

« Oui, puissions-nous avoir beaucoup de ces vieillards de soixante-dix ans qui forgent pendant deux cents heures par mois des fusils dans les moments pénibles pour l'armée rouge ! Puissions-nous avoir beaucoup de ces prolétaires communistes, de ces héros du travail et de ces organisateurs de la vie ! »

SERGUEV (Artem).

Après le Scrutin

Cinquante-huit mille électeurs du deuxième secteur parisien ont affirmé dimanche dernier, sur les noms de nos amis Lorient et Boris Souvarine, leur foi révolutionnaire. C'est là un magnifique résultat.

Le Bloc National, qui, le 27 février, avait senti passer le vent de la défaite n'a reculé, pour assurer sa pénible victoire, devant aucun moyen : subventions à la « Grande Presse », campagne perfide d'injures, de calomnies et de fausses nouvelles, pression éhontée, etc... rien ne fut négligé pour que le secteur de M. Millerand demeure le fief du Bloc National.

Pendant quinze jours la presse à tout faire sonna le glas du Bolchevisme, annonça la fuite de Lénine, l'internement de Zinoviev, l'assassinat de Trotsky, la prise de Petrograd. Des affiches stupides émanant d'une certaine Confédération Nationale du Travail (?) furent collées à profusion sur les murs de Paris. Elles annonçaient la débâcle du gouvernement des Soviets et la fin du régime communiste. A la dernière minute d'énormes affiches signées Alexandre Varenne, Jean Bon, Dejeante furent placardées par les soins diligents du Bloc National. Ce fut du beau travail. Mais il serait peut-être indiscret de demander à M. Billiet, grand argentier du Bloc, le prix de cette élection.

Pourtant le Bloc National ne chante pas victoire et nous comprenons cela. Les 58.000 voix obtenues par nos amis empêche de triompher. Seul M. Bonnet qui fut quatorze fois candidat et quatorze fois battu a lieu d'être satisfait du scrutin de dimanche dernier. Il a enfin trouvé son chemin de Damas.

Le Bloc National s'est, si la chose est encore possible, un peu plus déshonoré au cours de cette campagne. Le Communisme, lui, en est sorti grandi. Il a lutté seul, au milieu de l'hostilité des autres partis, et il ne pouvait en être autrement.

Ses orateurs ont porté, aux quatre coins du secteur, devant des foules enthousiastes et attentives, la bonne parole communiste. Cette campagne fut pour notre Parti l'occasion d'une propagande intense. Nul doute que celle-ci ne porte ses fruits.

Il suffisait, dimanche soir, de voir la foule qui se pressait devant l'*Humanité* et devant le Parti, d'entendre les acclamations qui montaient de cette foule à l'adresse de nos deux camarades, de voir de quels frémissements cette masse était agitée, pour avoir confiance.

Les travailleurs parisiens ont dimanche dernier acquittés Lorient et Boris Souvarine. Le jury confirmera demain ce verdict.

René REYNAUD.

Le Témoignage d'Henri Barbusse au Procès des Communistes

Messieurs les jurés,

Je connais plusieurs des accusés pour avoir été à différentes reprises en rapports personnels, en correspondance ou en relations de travail avec eux. Quoique je ne fasse pas de politique directe et militante, l'orientation que j'ai voulu donner à mes travaux littéraires m'a forcément rapproché de ceux qui sur un plan différent, plus immédiat, plus positif, mais dans la même direction, s'occupaient de la lutte sociale.

Je suis donc au courant des travaux, de l'action, de Souvarine, de Monatte, de Lorient, de Monmousseau, de Hanot.

Je connais leur vie publique et leurs caractères. J'affirme qu'il n'y a pas d'hommes plus loyaux, plus droits et plus désintéressés. C'est en toute connaissance de cause que j'atteste que ces hommes sont bien au-dessus de toute considération d'intérêt personnel et qu'ils sont entre tous, incapables de machinations louches et de besognes équivoques. Leur action militante a consisté, au contraire, à proclamer avec le plus d'énergie, de netteté et d'éclat possible, toute la signification et toutes les conséquences de l'idée qu'ils défendent.

Je ne puis m'empêcher d'ajouter : ils ressemblent par là, par cette droiture, par cette moralité, à cette idée elle-même. S'il m'est permis d'exprimer ce que je pense sur la question qui se débat devant la Cour d'assises, je dirai qu'on ne saurait la maintenir dans des complications policières et des petites choses. Il s'agit de la grande et profonde bataille des idées, il s'agit d'une phase capitale de ce conflit, et c'est en tant que travailleur de la pensée que je me permets de m'y mêler.

J'apporte l'hommage que devraient apporter tous les intellectuels, tous les serviteurs de l'esprit, aux hommes incarnant une doctrine sociale qui, loin d'être l'amas de revendications incohérentes, anarchiques et haineuses dont la calomnie essaye de la masquer, constitue l'expression la plus haute et la plus complète de la révolte de l'esprit humain contre l'injustice séculaire des institutions !

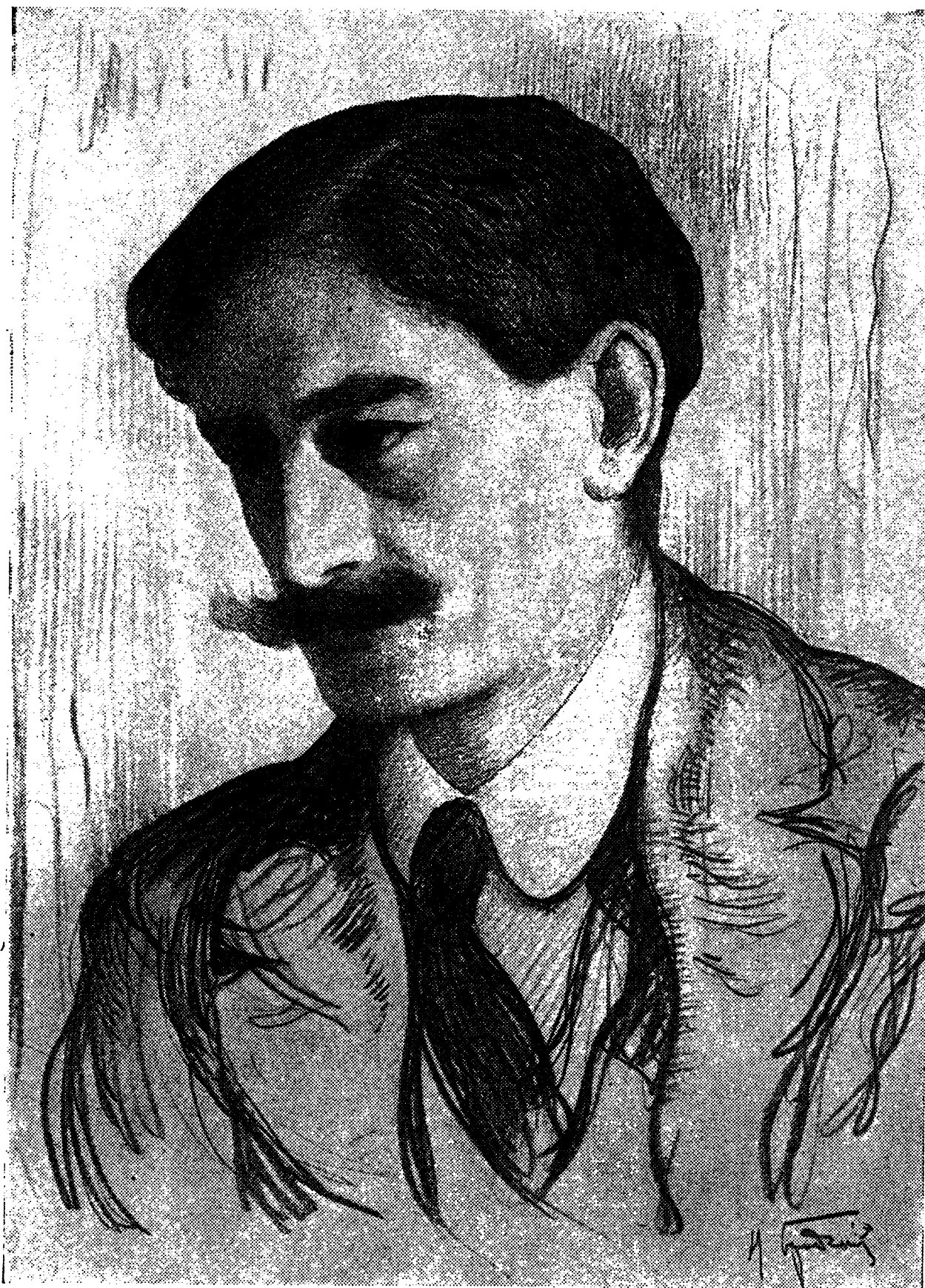
Nous croyons que les institutions n'ont pas changé fondamentalement depuis le commencement de l'histoire et que sous le mirage de mots différents ou de quelques perfectionnements superficiels, elles restent basées sur le privilège, c'est-à-dire sur le principe injustifié d'un pouvoir arbitraire — que l'évolution économique a fait passer de la classe aristocratique dans la classe riche — et non sur l'intérêt général des hommes. La masse humaine,

toujours sacrifiée, a servi continuellement et sert encore d'instrument, d'outil et d'arme pour des profits particuliers de domination et de lucre.

Contre cet état de choses déséquilibré dont résultent tous les malheurs publics et le long massacre historique des hommes, et qui se conserve par lui-même parce qu'il est établi, le cœur et la raison ont dressé peu à peu un idéalisme protestataire, et dessiné des nouveaux plans de la société restituant la conduite des choses humaines aux hommes eux-mêmes. Au-dessus de toute cette protestation, au-dessus des plaintes des humanitaires, inutiles parce que s'attaquant aux conséquences et non aux causes, au-dessus des théories républicaines et démocratiques éparses dans les époques modernes et qui, quoique constituant une magnifique victoire du progrès, ont avorté, parce qu'elles n'ont pas atteint les sources mêmes du privilège et de l'injustice, au-dessus de tout cela, le communisme international doit apparaître ce qu'il est : un aboutissement. C'est l'organisation générale de l'effort personnel, de l'effort utile qui peuple le monde, étant éliminées toutes les superstitions, toutes les usurpations, et les demi-progrès qui consolident les abus.

C'est la Déclaration des Droits de l'Homme poussée jusqu'au fond et jusqu'au bout. C'est le Code du Droit commun, jusqu'ici trop court et atrophié, et n'atteignant pas certains grands crimes collectifs, certaines anomalies trop énormes, c'est le Code du Droit commun enfin agrandi et achevé et embrassant l'humanité tout entière !

Les hommes par qui s'exprime aujourd'hui cette croyance, qu'il a fallu tant de siècles de douleurs et de génies rebelles pour élaborer, se trouvent en présence d'un mécanisme social où tout s'engrène fortement sur les intérêts de l'oligarchie dirigeante où le même pouvoir sort toujours dilué même par un cercle vicieux effrayant, et cultive la servitude par l'erreur et l'erreur par la servitude, et au milieu d'une organisation internationale fondée sur le droit du plus fort, sur la concurrence armée et l'anarchie des appétits financiers. Alors, dans ce chaos, ces idéalistes du réel que sont les socialistes, se tournent vers le maître souverain des choses, vers le peuple tout entier, pour lui donner conscience de lui-même, pour lui montrer, au plein jour, les raisons trop évidentes de ses souffrances et de ses éternelles défaites, pour l'initier, ouvertement, aux grandes nécessités économiques dont il est le souffle organique et qui dessinent d'avance l'avenir.



HENRI BARBUSSE

Ils ne se servent d'aucun moyen artificiel. S'il y a de la violence, de la corruption sur leur chemin, ce sont celles qu'on utilise contre eux. Ils sont désarmés, ils sont pauvres. Il ne se servent que de la vérité. Il n'y a pas de propagande dont on puisse dire plus expressément que ce n'est qu'une propagande d'idées. L'idée convaincra, puis vaincra, si elle en est digne, par ses seules forces. C'est l'évidence qu'elle contient qui lui donnera, s'il y a lieu, la vie historique.

Tels sont, à mon sens, le vrai caractère et les vraies dimensions du complot que vous avez à juger. On veut trouver à toute force des prétextes pour assimiler les vastes phénomènes d'évolution et de clarification des idées, à une histoire de conspiration souterraine, à un fait divers. MM. les jurés, on vous présente une sorte de caricature de la question, pour vous inciter à traiter en criminels ceux qui exercent le libre droit d'exprimer une opinion honnête, se refusent à saluer servilement l'ordre officiel, et à renoncer aux espérances qui sont à jamais au fond de la raison et de la conscience humaine. Pour moi, je considère ces hommes comme les continuateurs de l'œuvre audacieuse et sage de la pensée, et je m'incline devant eux.

Henri BARBUSSE.

NOTRE SOUSCRIPTION

43^e LISTE

Aimé Verdu, Hérault, 1 fr. — Pour la propagande du *Bulletin*, Willem, Fessaires (Nord), 2 fr. — Un communiste italien, 5 fr. — Désiré G., 3 fr. — Liste n° 801, versé par H. R., 41 fr. 75. — Deux électeurs du 2^e Secteur, 10 fr. — Citoyenne Thomassin, 5 fr. — Degay Orléans 3 fr. 50. — Un révolutionnaire lyonnais, 2 fr. 50. — X..., Metz, 3 fr. — Meyer, Berne, 15 fr. — Le Joubioux, Brandivy, 5 fr. — Ferry, 4 fr. — Supplément d'abonnement A. R., 3 fr. — Liste n° 750, 11 fr. 25. — Pour le dégonflement du complot, 3 fr. 50. — Un menuisier C. S.R., 2 fr. — David, Lyon, 10 fr. — Citoyenne David, Lyon, 10 fr. — Pour la victoire du Communisme, Pantel, Marseille, 7 fr. — Rocher, Vanves, 10 fr. — Guittou, Le Havre, 15 fr. — Citoyenne Renée Boyer, 20 fr. — Liste n° 843, 38 fr. — Un communiste de la banlieue, 1 fr. — Tournier, 9^e Section, 5 francs.

Total de la 43^e liste..... 236 50
Total des listes précédentes..... 12.019 95

Total général..... 12.256 45

LE MONDE CAPITALISTE et L'Internationale Communiste

Manifeste du 2^e Congrès
de l'Internationale Communiste
(DIXIEME MILLE)

Une forte brochure..... 0 fr. 75

Adresser les commandes, accompagnées du montant, à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.



Bibliothèque

Communiste

PARIS

123, rue Montmartre

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution (préface de Boris Souvarine)</i>	0 50
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAI. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LENINE. — <i>La maladie infantile du Communisme</i>	4 »
LENINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i>	4 »
LENINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i>	6 25
LENINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i>	0 40
S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétiste</i>	0 75
BORIS SOUVARINE. — <i>La Troisième Internationale épuisée</i>	
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i>	7 »
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	épuisé
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
*** <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
*** <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
*** <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc.</i>	1 25
*** <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)</i>	0 75
*** <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (voilés par le 2^e Congrès)</i>	épuisé

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à
René REYNAUD, 123, rue Montmartre — PARIS

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e).